LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1578
du 14 au 20 janvier 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Ce n'est pas la révolte en elle-même qui est noble, mais ce qu'elle exige. »
Albert Camus

La lutte déglace

M 02137 - 1578 - F: 2,00 €

Sommaire

Pour **Léa,** par la rédaction, *page 4*

Dangers de **2010,** par Pierre noire, *page 4*

Nouvelles des fronts, par Hugues, *page 5*

L'Iran voilé, par une féministe enragée, *page 6*

Camus..., par É. Vanhecke, *page 7*

Brèves de **combat,** *page 8*

Identité, par M. Desbois, *page 9*

Chômeurs de Rennes, UL de Rennes, *page 9*

Copenhague, l'après, par Mme de Pompadour, *page 10*

Danemark et réformisme, par N. Baillargeon, *page 11*

Le **Québec** antilibéral, par É. David-Bellemare et É. Martin, *page 13*

Lucy Parsons, par Jean, *page 16*

Les **Provos** d'Amsterdam, par T. Holterman, *page 18*

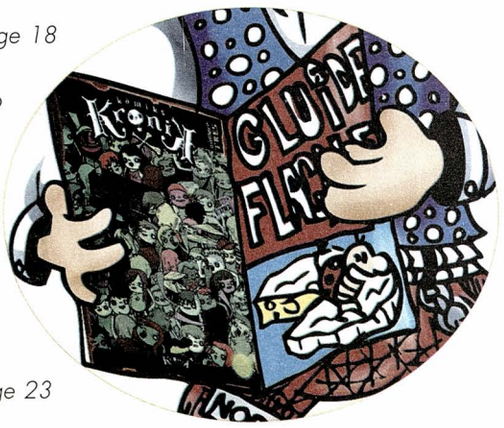
Des **anarchistes,** par M. Enckell, *page 19*

Voltairine de Cleyre, par Hélène, *page 20*

Vie du **mouvement,** *page 21*

Radio libertaire dans tous ses programmes, *page 22*

L'agenda de toutes les luttes, *page 23*



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

On connaît la chanson

En ce début 2010, pour faire dans le convenu consensuel, tout est bien gelé. Les salaires, le mouvement social, les hérauts des différentes boutiques syndicales représentatives, tout semble enfoui sous une épaisse couche de neige. On peine à y croire, seule la mort de Philippe Séguin a réveillé consensuellement tous les avis politiques. De gauche comme de droite, toutes et tous tapaient sur le vieux clou « les morts sont tous de braves types ». De toutes façons, le « patron » de la CGT l'a dit : « Et maintenant au travail ! » À celles et ceux qui ont de la mémoire, ça rappellera le « retroussons nos manches » du militant communiste Maurice Thorez à la Libération pour aider l'effort national. Question : à l'heure de la baisse de popularité du locataire actuel de l'Élysée, le plus important syndicat de France (pour combien de temps ?) aiderait-il à remonter le tas de sable ? Voilà qui fera plaisir (*sic*) aux camarades de Conti, de Goodyear et autres Gaulois irréductibles. D'ailleurs, s'il faut y revenir, dans ces temps bien singuliers du XXIe siècle, les noms, les appellations, bref la sémantique, changent. Ce qui traduit ce qui se passe dans la réalité. On ne dit plus dans les milieux patronaux, représentant syndical, mais partenaire social...et cela depuis belle lurette. Mais du côté partis de gauche, c'est pas mieux, voire pire. Qu'on en juge : pour le quotidien sans faucille ni marteau, on ne dit plus militant syndicaliste, mais « militant du mouvement social ». On l'aura compris, c'est pour préparer une nouvelle dynamique pour le front de gauche pour les régionales. « Ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes », ainsi se nomment les listes de ce qu'il conviendra d'appeller les habits neufs du Parti communiste. L'extrême gauche cherche des strapontins, les tactiques sont multiples, un coup la gauche avec pignon sur rue est un partenaire, d'autres fois non... Paraît aussi que les Verts partent à l'assaut du Parti socialiste. Alors, attente des prochaines échéances électorales, ombres chinoises sur un mouvement social domestiqué, remake de la courroie de transmission léniniste, n'y aurait-il rien d'autre ? À la SNCF il se préparerait quelque chose pour la fin du mois. À la même date (20 janvier) en Guadeloupe, le collectif LKP appelle à la grève générale. Va-t-on attendre en France métropolitaine le retour médiatique pour renforcer les luttes ? Dans l'Espagne des années 1930, Garcia Oliver, militant anarchiste, parlait de gymnastique révolutionnaire. Certes, les temps changent, mais moins d'Élysée, de tapis vert, ça changerait pas mal de choses. Que viennent le printemps et le réchauffement des luttes !

NOUS AVONS SOUVENT déjà décortiqué et analysé dans ces colonnes les manœuvres des appareils syndicaux pour empêcher les luttes sociales de se développer et de se fédérer.

Une fois n'est pas coutume, citons le très libéral Alain Minc, conseiller « social » de Sarkozy, interviewé dans *Le Parisien* le 27 décembre dernier : « Je constate qu'au printemps dernier, leur sens de l'intérêt général a été impressionnant pour canaliser le mécontentement. L'automne a été d'un calme absolu. Je dis chapeau bas aux syndicats. » Et d'ajouter : « S'il y avait un dixième du talent de l'état-major de la CGT au MEDEF, les choses iraient mieux. » On ne saurait être plus clair.

De ce point de vue, le congrès confédéral de la « vieille maison » en décembre dernier à Nantes a été éclairant sur les différentes facettes de la situation.

Si l'on ne retient que le résultat des différents votes, Thibault, avec une commission exécutive et un bureau confédéral totalement à sa main, semble ne pas avoir connu de difficultés majeures. Le rapport d'activité a été approuvé par 77,3 % des mandats et Thibault a été réélu avec 88 % des voix.

Mais il faut regarder au-delà de ce bilan quantitatif. Tout d'abord un symbole : Thibault obligé de décommander à la dernière minute la venue de son compère de la CFDT, Chérèque, par peur d'une bronca de son congrès, contre-productive médiatiquement parlant...

Mais ce qui est plus important, c'est l'âpreté des débats et la bataille d'amendements. Les projets de résolutions concoctés par la direction ont été profondément remaniés. Du jamais vu, que Thibault a voulu faire passer pour un exercice de « démocratie ». Tu parles !

Il y a notamment eu de vifs débats sur la loi « scélérate » d'août 2008 sur la représentativité, issue d'un accord CGT, CFDT et MEDEF, avec la bénédiction de Sarko. Et plus encore sur la question des retraites.

Certes, la revendication de retour à 37,5 annuités de cotisations, souhaitée par de nombreux délégués, ne figure pas dans le document final. Cela dit, celui-ci est tout de même moins mou et un peu plus clair sur les mandats donnés à la direction confédérale : « La CGT entend arrêter la spirale de l'allongement de la durée de cotisation [...]. Elle réclame un socle commun de haut niveau de droits et de garantie reconnaissant la pénibilité des métiers et garantissant l'ouverture des droits à 60 ans. »

Ce débat était d'autant plus important que tout le monde sait que Sarkozy entend au second semestre (après les élections régionales et le congrès de la CFDT de juin...) soumettre une nouvelle réforme des retraites « douloureuse mais nécessaire ».

Sarko peut compter comme d'habitude sur la CFDT. Jacques Voisin, le président de la CFTC, peu suspect de gauchisme exacerbé, l'explique fort bien dans un éditorial en date du 29 décembre : « Les dirigeants de la CFDT sont toujours prêts à faire des concessions, à se compromettre avec le gouvernement et le patronat, à accompagner le système [...]. Le monde du travail n'a rien à attendre de cette organisation. » En effet, sans se faire d'illusion non plus sur ce que fait et fera la CFTC...

Mais l'aide, même active, de la CFDT ne peut suffire. C'est pour cette raison que la place de la CGT est fondamentale dans la politique sarkosyste.

On connaît à l'avance la chanson, la mauvaise rengaine : journée d'action, pseudo « temps fort » de mois en mois, procession du samedi ou du dimanche, le calendrier « social » est déjà prêt : ce n'est pas la grève jusqu'à satisfaction qu'ils veulent construire bien sûr, mais « l'action » bidon jusqu'à épuisement des salariés... Le dispositif est d'ailleurs déjà en place dans l'éducation nationale à l'initiative de la FSU, avec des semaines d'action voire des « mois d'action » et une manif nationale le samedi 30 janvier...

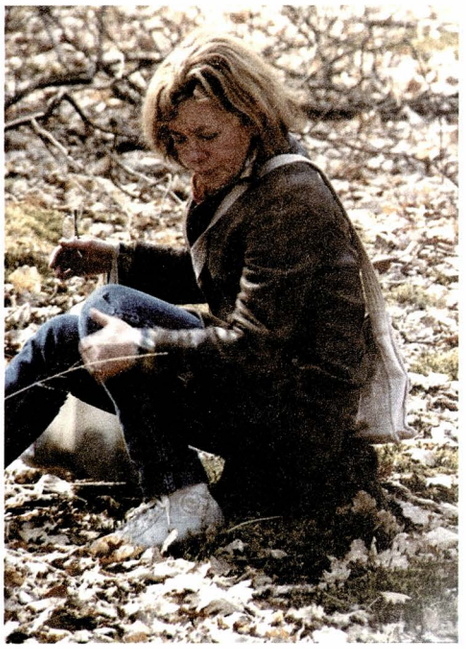
Ce n'est pas nouveau, cette machine à perdre est brevetée. Mais tout ce petit monde – qui va nous expliquer de plus qu'il faut faire une trêve au moment des élections régionales pour ne pas gêner le « processus démocratique » (!) – ne maîtrise pas tout. À nous, dans les syndicats de base, dans les unions locales, les unions départementales, de bousculer les appareils et de redonner à l'outil syndical son véritable visage de lutte de classe.

Dans ces conditions, la triste ritournelle qu'on nous prépare pourrait se transformer en chant révolutionnaire.

Comme le disait en substance Sénèque : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles qu'on n'ose pas mais parce que l'on n'ose pas qu'elles sont difficiles. »

Fabrice
La Sociale, Rennes.

Pour Léa



Léa Grisard nous a quittés, à la suite d'une longue et pénible maladie, le lundi 4 janvier. Elle a été incinérée le 12 de ce mois. Fille d'un militant du Front populaire de 1936, elle s'était engagée à la Libération dans le mouvement des auberges de jeunesse alors très militant et proche des idées libertaires. Elle a également milité au Planning familial, au MLAC et dans les groupes femmes des années 1960 et 1970, soutenant très haut la cause féministe.

Elle a également participé à la lutte contre les expulsions et la spéculation immobilière au sein de l'inter-comité du Marais. En 1981, avec d'autres (anciens de l'Alliance syndicaliste, de la CNT- Tour d'Auvergne et d'autres), elle était à la constitution du groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste. Quelques années plus tard, elle fit partie du groupe La Cécilia, toujours à la Fédération anarchiste. En 1988, elle s'établit dans les Alpes-de-Haute-Provence, participant au mouvement associatif local et à la lutte antifasciste et antiraciste, tout en continuant à proclamer haut et fort son idéal libertaire. Salut Léa !

La rédaction

2010, année de tous les dangers... pour les travailleurs !

Contrairement au journal *Libération* qui titrait récemment : « 2010, année de tous les dangers pour Sarkozy », les lendemains d'un réveillon bien terne vont s'avérer douloureux pour tous les travailleurs, précaires et chômeurs !

Nul doute que le « nabot des Carpates » passera outre le rejet, par le Conseil constitutionnel, de la taxe carbone, en nous faisant payer très cher le saccage de la planète par ses amis capitalistes !

Nul doute qu'Éric Besson, le ministre de la honte, développera encore plus les moyens de son ministère de la chasse aux sans-papiers !

Nul doute que le nauséabond débat sur « l'identité nationale » va alimenter les haines, le repli sur soi et le communautarisme. Avec la possible loi à venir sur l'interdiction de la burqa, ce sera le retour à l'État vichyste, fasciste, seul gouvernement à avoir, en son temps, stigmatiser une population, en l'occurrence les Juifs !

Nul doute que ce gouvernement au service des seuls intérêts du capitalisme continuera joyeusement de casser ce qu'il reste de services publics, d'acquis sociaux et d'emplois dans le public comme dans le privé, puisque la très européenne révision générale des politiques publiques (RGPP) oblige au sacrifice des travailleurs sur l'autel des profits !

Nul doute, donc, que vont continuer les déremboursements de médicaments parallèlement aux hausses du forfait hospitalier, l'augmentation des suicides à France Télécom, et ailleurs !

Nul doute qu'il n'y aura rien à attendre des partis politiques de « gôche », comme d'habitude préoccupés uniquement par les conquêtes électorales à venir ! Et tant pis si une majorité de femmes et d'hommes restent à la maison..., du moment que la soupe du pouvoir est servie !

Nul doute que face aux trahisons de la majorité des centrales syndicales, les travailleurs n'auront pas à attendre de soutien dans leurs luttes !

2010 sera bien l'année de tous les dangers non pas pour Sarkosy, mais pour nous tous !

C'est donc bien l'occasion de se réapproprier nos luttes dans les entreprises, dans les communes et les quartiers.

Partout, faisons de 2010 le choix de l'insurrection, de la désobéissance civile et de la grève généralisée !

Notre émancipation est à ce prix !

Pierre noire
Fédération anarchiste du Cantal

Nouvelles des fronts

« Si la religion est la forme sacrée de l'aliénation humaine, l'État en est la forme profane. »
E. Berth

« MERCI AUX PARTENAIRES SOCIAUX » pour leur grande responsabilité durant la crise. On dénonçait souvent Thibault, Chérèque et Mailly et quelques autres, sans toutefois en avoir la preuve formelle, de collaboration douce avec le pouvoir d'État. Cette fois, la preuve nous a été donnée par le président de la République lui-même lors de ses vœux à la nation. Ce n'est pas en soi une révélation mais l'explication de ces journées fourre-tout de mobilisation à répétition que nous avons connues ses deux dernières années : de la responsabilité, rien que de la responsabilité et de la démobilisation orchestrée. En d'autres mots, ne pas ébranler le système et surtout tout régler entre gens raisonnables qui savent ce qui est bon pour la très obéissante et confiante population... en espérant qu'en 2010 les tartuffes qui nous dirigent se voient démentis par les faits et qu'enfin *ça branle dans le manche* !

Si 2010 n'a pas vraiment bien commencé, 2009 s'est bien terminé : le CAC 40 a augmenté de 22 %, les patrons d'EADS ont été blanchis de tout délit d'initié et Julien Dray, dit « touche pas à mon association », a été condamné, comme un mineur turbulent, à un simple rappel à la loi. Les uns en centre de rétention puis en charter, les autres, en guise de soumission à l'ordre qui les a faits, la Rolex au poignet droit. 2009 qui finit bien, Thibault reconduit à la tête de la CGT, les banques renflouées, le travail précaire en hausse et 4 centimes d'euros d'augmentation de l'heure pour les smicards... 2010, dans ces conditions, ne peut que s'annoncer bonne et fructueuse pour les profiteurs.

2009 qui finit bien pour les 100 licenciés de chez Christian Lacroix dans la confection, les 98 de chez Dynamic dans le textile, les 200 de chez Hypner à Cernay dans le Bas-Rhin, les 201 de RFI, les 570 des chez Fortis (banque) et pour tous les autres qui auront la chance d'être virés seulement en 2010.

2009 qui s'est bien terminée par une flambée de grève dans les musées nationaux, chez les salariés routiers qui ont choisi le moment opportun pour lancer leur mouvement de blocage des entrepôts et arrachés quelques avantages. Mouvements sociaux aussi dans les transports publics, d'abord à Lyon au TCL, puis à Toulouse et enfin en Ile-de- France avec la grève sur le RER A à la RATP. Les deux derniers mouvements méritent quelques commentaires. Toulouse d'abord augure bien de l'avenir et du déplacement de la conflictualité. Il faut savoir que le métro de Toulouse est un métro entièrement automatique, donc sans conducteur. Ce sont les techniciens qui ont arrêté les machines, comme quoi on a beau automatiser comme à Paris la ligne 14 et bientôt la ligne 1 pour briser les grèves, lorsque le ras-le-bol est là, le service minimum n'est qu'un slogan pour électeur pris en otage. Quant au RER A, malgré une grève dure de plus de quinze jours, la semi-défaite est au bout du tunnel. Des pertes de salaires importantes pour les grévistes et une prime de productivité de 80 euros par mois en fonction des trains arrivés à l'heure. Lorsqu'on connaît la fréquence des pannes de signalisation, des ruptures de rail ou de caténaires, sans compter les colis suspects et les incidents de personnes, on peut faire le pari que cette prime n'est que de la poudre de perlimpinpin. À la suite de cette défaite, la CGT, toujours raisonnable, a déclaré que la lutte continuerait sous d'autres formes et sur ce point on peut lui faire raisonnablement confiance. Enfin, toujours pour clore cette année 2009, échec cuisant de la journée de mobilisation dans l'éducation nationale contre la réforme de la formation des profs, grève chez Rodia et Arkéma (chimie) dans le Rhône pour les salaires et sur la pénibilité du travail, grève avortée des salariés chargés d'alimenter les distributeurs de billets et belle grève des techniciens précaires de Radio France avec solidarité des titulaires. Philippe Val en DRH, *on s'en branle* ! Lutte exemplaire aussi de nos camarades contre les 220 licenciements de l'usine Nexans (tréfilerie) de Chauny dans l'Aisne où a flotté fièrement le drapeau noir.

2009 qui finit bien pour les derniers suicidés de l'année, pour celui de chez Visteon près de Belfort et celui de Pôle Emploi. Année qui finit bien aussi pour les Moulinex qui après dix ans de procès voient confirmer qu'ils ont été virés « sans cause réelle et sérieuse » et qui vont du coup pouvoir gratter quelques indemnités.

2009 qui finit mal pour les 946 licenciés de chez Ericsson en Suède et les 1 700 de chez British Airways. 2010 qui commence mal pour 14 000 cheminots de la Deutsche Bahn qui pourrait bien prendre le train des licenciements, ainsi que les 10 000 annoncés dans le monde chez ArcelorMittal.

Année qui finit bien avec 80 700 emplois supprimés dans l'Hexagone au troisième trimestre et 20 millions dans le monde selon l'OIT, qui en annonce des millions d'autres. Année 2009 se terminant en apothéose pour les agriculteurs qui se suicident en silence et dont les revenus sont en chute de 34 % et pour les 744 189 ménages surendettés (5,9 % de plus qu'en 2008) qui n'ont même plus les moyens de s'acheter des munitions pour se tirer une cartouche. En bref, le toujours plus d'inégalités est en marche. Inégalités comme principe d'action du libéralisme économique qu'illustre bien le modèle « américain ». En 2001, aux États-Unis, 50 % des plus pauvres possédaient 2,8 % des richesses mais 1 % des plus riches en accaparaient déjà 32,7 % et le fossé s'est encore accru depuis. En France, les profiteurs faisaient profil bas et n'en captaient à la même époque que 20 %, mais on peut compter sur eux et sur le système qu'ils se sont construits de mains de maître, tout a été mis en œuvre depuis pour combler ce retard.

Et pour début 2010, ça recommence, grève des cheminots sur Paris Saint-Lazare et sur PACA.

2010 qui commence dans la tradition, journée de grève dans les ports et docks contre la privatisation, *idem* dans la fonction publique le 21 janvier et journée de mobilisation dans l'éducation à l'appel de la FSU le 30. Autant dire que le printemps sera froid ! À quand l'unité, le fédéralisme dans les luttes ?

2010 sera donc un grand cru, bosser plus pour gagner moins, quelques dizaines de milliers de licenciements en plus, des dégâts collatéraux en forme de suicides et de maladies professionnelles. Et pour le printemps que rien n'annonce chaud, des retraites qui seront, selon les partenaires sociaux, *raisonnablement* à la baisse pour une durée de cotisation *raisonnablement* augmentée.

Hugues
Groupe Pierre Besnard

Carnaval en Iran

Le 7 décembre (16 Azar) est, depuis plus de cinquante ans, la journée de revendication des étudiants. Cette année, ils étaient largement soutenus par le peuple. Leur cri « À bas le dictateur » faisait trembler le pays.

Ce jour-là, un des dirigeants des mouvements étudiants, Majid Tavakoli, 23 ans, fit un discours courageux à l'université Amir Kabir de Téhéran. Tavakoli savait qu'ainsi il se mettait en danger. Car il a déjà été deux fois à la prison d'Evin. Et ce même jour, il fut arrêté avec d'autres étudiants.

Le lendemain, en signe de mépris, les médias du régime déclarèrent que lorsqu'il fut arrêté, Majid Tavakoli était vêtu d'un tchador et ils ont diffusé des photos du jeune homme habillé en femme.

Le régime, par cette manœuvre contre les mouvements protestataires et en voilant ce jeune étudiant, a enfin dévoilé le véritable sens que le port du voile représente pour lui : le mépris des femmes.

Or, le régime islamique impose le voile aux femmes depuis trente ans. Pourquoi alors, lorsque le voile est porté par un homme, rend-il cet homme méprisable ?

Pourquoi le voile, « honneur » des femmes, dès lors qu'il est porté par des hommes, devient-il déshonorant et est-il signe de lâcheté et de pusillanimité ?

Ce voile est définie comme une valeur, comme porteur du respect pour les femmes : « Le voile de la femme porte plus de message que le sang du martyr », ou bien « L'honneur de la femme est son voile » martèle ce régime.

Les Iraniennes, en luttant depuis trente ans contre le voile, contre ce mépris, ne font que revendiquer leur liberté, leur dignité, leur humanité.

Mais jusqu'alors, les Iraniens n'avaient pas soutenu la lutte des femmes contre le voile. Au début même, devant le refus des femmes de porter le voile, leurs amis de lutte leur disaient : « Vous n'allez pas mourir en mettant un morceau de chiffon sur votre tête. »

Or, ce morceau de chiffon méprise toute la société dans sa chair.

En voilant les Iraniennes, par cette séquestration du corps des femmes, Khomeiny a étendu son emprise sur toute la société. Ainsi, toute la société iranienne fut mise sous la tutelle des soi-disant hommes de Dieu. En contraignant les femmes au port du voile, c'est toute la société qui fut alors outragée. Mais les citoyens n'ont pas saisi ce danger.

Or voilà que là, le voile, n'est plus montré comme l'honneur, mais comme un déshonneur. Par là, le régime compte humilier le jeune étudiant et les mouvements étudiants.

Enfin, les Iraniens se sont sentis concernés par le voile, et, pour soutenir Majid Tavakoli, se sont voilés dans un mouvement nommé « We are all Majid » (Nous sommes tous Majid).

Le voile annihile la liberté et la dignité de l'être qui le porte, quel que soit son sexe, car il est signe de soumission. Arrivera-t-il un jour où en soutien aux femmes les Iraniens circuleront voilés dans les rues et iront à leurs bureaux voilés ? Pour enfin comprendre la révolte des femmes qu'elles portent en elles depuis trente ans, pour enfin larguer le voile et hisser la grand voile vers la liberté.

Féministe enragée

Camus, homme de combat

Cher Monsieur Germain,
J'ai laissé s'éteindre un peu le bruit qui m'a entouré tous ces jours-ci avant de venir vous parler de tout mon cœur. On vient de me faire un bien trop grand honneur, que je n'ai ni recherché ni sollicité. Mais quand j'en ai appris la nouvelle, ma première pensée, après ma mère, a été pour vous. Sans vous, sans cette main affectueuse que vous avez tendue au petit enfant pauvre que j'étais, sans votre enseignement et votre exemple, rien de tout cela ne serait arrivé. Je ne me fais pas un monde de cette sorte d'honneur. Mais celui-là est du moins une occasion pour moi, et pour vous assurer que vos efforts, votre travail et le cœur généreux que vous y mettiez sont toujours vivants chez un de vos petits écoliers qui, malgré l'âge, n'a pas cessé d'être votre reconnaissant élève. Je vous embrasse de toutes mes forces.

Albert Camus

Une question d'actualité est à l'heure actuelle rejointe par une autre. Des directeurs d'écoles prestigieuses et des ministricules s'interrogent sur l'opportunité ou non d'admettre des quotas de boursiers dans leurs établissement. Répondre par l'affirmative c'est admettre que les pauvres sont des cons et qu'ils n'ont pas besoin d'accéder à la culture – encore qu'on puisse émettre des doutes sur le contenu idéologique de l'enseignement de ce genre d'école, mais c'est une autre histoire. Répondre par la négative, c'est considérer que la sélection va opérer et que les élites vont émerger de tous les milieux sociaux. Toute considération sur la nécessité de la lutte des classes mise à part, bien entendu.

La deuxième question d'actualité, encore que les lampions de la fête sont en train de s'éteindre, est celle de l'anniversaire de la disparition brutale d'Albert Camus il y a cinquante ans. Ces questions se rejoignent quand l'on sait qu'Albert Camus était un enfant de la misère crasse des pieds-noirs, orphelin de guerre a 1 an, et dont la mère, presque sourde, était illettrée. Bien mauvais départ pour celui qui obtiendra le prix Nobel de littérature a même pas 45 ans. L'école républicaine aurait-elle parfois la vertu d'emmener ses enfants boursiers au plus haut ? Camus, qui ne s'y est pas trompé, dédicacera le discours de réception de son prix à son instituteur Louis Germain. Il lui écrira également une lettre émouvante en novembre 1957 (voir ci-dessus) pour lui témoigner de sa reconnaissance et, en filigrane, de sa lucidité et de son profond respect envers l'école républicaine.

Lors de cette célébration, dont on notera certains aspects mercantiles, des flots presque intarissables de louanges se sont fait jour, des livres, des éditions spéciales, des hors-série, des DVD, des trucs et des machins. Tout ce fatras de marchandises, pas de forcément de mauvaise qualité d'ailleurs, mais en avalanche, pour témoigner de l'attachement à cet écrivain toujours apprécié et toujours défenseur des libertaires que nous sommes. On y a lu les vrais copains, des compagnons de route (si j'ose dire, eu égard aux circonstances de sa mort), et même un ancien de *La Cause du peuple*, et c'est suffisamment rare pour être remarqué, écrire un très bel article dans *Libération* intitulé « Albert Camus, ce libertaire qu'on voudrait ignorer » (4 janvier 2010). Difficile de faire le tri des tentatives diverses et variées de récupération de l'homme et de sa pensée, et des témoignages sincères et attachants. Il est sans nul doute inutile pour nous autres libertaires de procéder à cette tentative-là, tant l'attachement de Camus aux faits et causes libertaires était évidents. Terminons par ces phrases prononcées à Saint-Étienne en 1953 :

« Les opprimés ne veulent pas seulement être libérés de leur faim, ils veulent l'être aussi de leurs maîtres. Ils savent bien qu'ils ne seront effectivement affranchis de la faim que lorsqu'ils tiendront leurs maîtres, tous leurs maîtres, en respect. » Et plus loin : « La société de l'argent et de l'exploitation n'a jamais été chargée, que je sache, de faire régner la liberté et la justice. Les États n'ont jamais été suspecté d'ouvrir des écoles de droit dans les sous-sols où ils interrogent leurs patients. Alors quand ils oppriment et qu'ils exploitent, ils font leur métier et quiconque leur remet sans contrôle la disposition de la liberté n'a pas le droit de s'étonner qu'elle soit immédiatement déshonorée. »

Quant à la grotesque affaire de savoir si Camus devrait mourir une deuxième fois au Panthéon, la réponse définitive a cette question viendra de Catherine Camus, sa fille, qui a déclaré, avec tout le charme de l'insolence : « Je répondrais à cette question quand ça n'intéressera plus personne ! »

Il ne nous reste plus qu'à le relire.

Émile Vanhecke

Brèves de combat

Grève de la faim

Yann Cochin et René Michel Millanbourg, responsables syndicaux Sud Energie pour EDF et GDF-Suez, Paris, sont en grève de la faim depuis le 14 décembre 2009. Ils réclament la réintégration de Nordine Mahroug, licencié après douze ans de service, suite à son implication dans la grève qui a eu lieu au printemps dernier à EDF et GDF. Avec le licenciement de Nordine Mahroug, les directions d'EDF et de GDF souhaitent dissuader tous les salariés qui s'aviseraient de contester par dégradation des conditions de travail des salariés et des services aux usagers.

Bouffe-condé

Un jeune homme de 16 ans a été mis en garde à vue au commissariat de Versailles après avoir sectionné l'extrémité du doigt d'un policier en le mordant. Le majeur de la main droite du fonctionnaire âgé de 40 ans a été sectionné au niveau de la dernière phalange. Il a été opéré et s'est vu délivrer une incapacité temporaire totale de travail de 45 jours. Il a encore du pot que le jeune homme ne soit pas séropositif!

Sit-in

250 militants français ont occupé les trottoirs de l'ambassade de France au Caire, rejoints par des militants d'autres nationalités. Au total, 1 400 militants de 43 pays prévoyaient de marcher vers Gaza pour lever le blocus, un an après l'offensive israélienne contre le territoire palestinien. Mais les autorités égyptiennes ont interdit le trajet en car devant les amener à Rafah, ville frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza. Les bus bloqués par la police ont dû retourner à l'entrepôt.

GAV en France et en Europe

Une étude de législation comparée du Sénat dans six pays européens (Allemagne, Angleterre, Belgique, Danemark, Espagne et Italie) met en évidence la particularité des pratiques françaises sur deux points importants: le champ de la garde à vue et la présence des avocats.

Les intégristes cathos

On les a vus partout ou presque en décembre, les catholiques traditionalistes ont processionné dans les rues du 5e arrondissement pour la fête de l'immaculée conception autour de l'église Saint-Nicolas du Chardonnay qu'ils squattent depuis 1977. Ils étaient début janvier sur le parvis de Notre-Dame réunis pour une marche aux flambeaux « de la fierté parisienne », en hommage à sainte Geneviève, patronne de Paris. Ils remettront ça le 17 janvier devant l'église de la Madeleine, à la lueur des torches pour le cortège organisé par les royalistes de l'Action française en hommage à Louis XVI. Le même jour partira de la place de la République la Marche pour le respect de la vie qui réunira, entre autres Versaillais, tout le gratin de Laissez-les-vivre, SOS tous petits et Renaissance catholique... Qu'est-ce qu'on attend pour gâcher leur fête?

Homophobie au Malawi

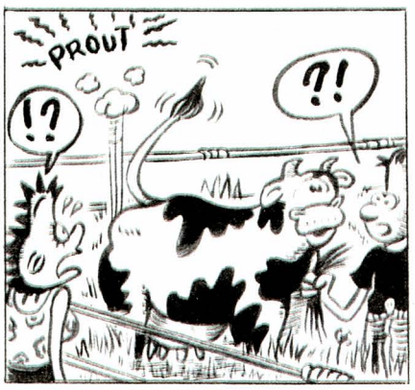
Au Malawi, un juge malawite a rejeté une demande de libération provisoire déposée par deux homosexuels accusés « d'indécence » après s'être mariés. Selon la justice, « ils seront plus en sécurité enfermés qu'en liberté »! Les deux accusés plaident non coupables pour un acte qui pourrait les obliger à passer jusqu'à quatorze ans sous les verrous. Charmant! À Paris, seulement une soixantaine de personnes se sont retrouvés devant la fontaine des Innocents à l'appel d'Act-Up Paris, contre la proposition de loi ougandaise appelée « Anti-homosexuality Bill 2009 », déposée le 13 octobre 2009 et qui prévoit des peines d'emprisonnement à vie pour les homosexuels et des peines de mort pour les homos séropositifs, accusés alors d'homosexualité aggravée.

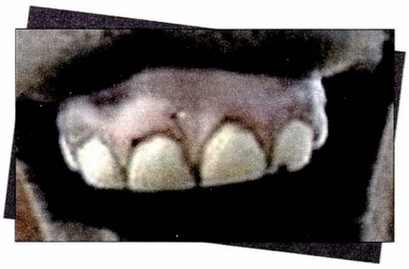
Lesbos en Afrique du Sud

Alors que l'Afrique du Sud est le seul pays africain où les homos peuvent se marier et adopter, l'on recense énormément de violences subies par les femmes qui osent vivre leur sexualité librement, pouvant parfois aller jusqu'au meurtre. Les agressions de lesbiennes font partie d'un problème beaucoup plus large de violence en général, et envers les femmes en particulier. Les homosexuelles sont des femmes qui transgressent les règles. C'est pour cela qu'elles deviennent des cibles. On estime qu'il y aurait entre 600 000 ou 700 000 viols par an. Peut-être beaucoup plus, selon l'association Powa. Moins d'un viol sur dix est déclaré. Et moins de 5 % des agresseurs contre qui une plainte a été déposée sont condamnés. Dans beaucoup de cas, on considère qu'il n'y a pas assez de preuves... ou que la victime était consentante. Et si elle est ouvertement lesbienne, les juges lui sont généralement hostiles. Ça donne envie d'y passer les vacances!

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA



I  ti

Je m'appelle Marie Desbois. Desbois, c'est français ça. Et pourtant. En y regardant de plus près, mon p'pa il a trouvé que ce nom était d'origine allemande. Il en était plutôt fier : il admirait beaucoup les Allemands, car « mon vieux, ils sont disciplinés ! ». Et pas qu'un peu ! Il en avait une expérience bien sentie, lui, ancien pensionnaire de Dachau. Bref, Dubois, c'est allemand.

Du côté de ma mère, on est aussi très français. De Sainte-Maure en Touraine on est. Mon frère, il est raciste, comme mes parents : « Les Noirs, y'en a des bons, mais les Arabes, sale race ! » Ma belle-sœur, elle est portugaise. Elle est rigolote. Mon frère lui a plu justement parce qu'elle croyait qu'il était maghrébin. C'est vrai quoi, ma mère a fait des enfants qui ressemblent tous à des Arabes, va comprendre. Poitiers, c'est vrai, n'est pas bien loin.

Ma mère… quand elle voyait un pauvre Noir, émigré, elle le foudroyait du regard, il n'aurait pas dû être là, dans la même rue qu'elle ; il salissait l'endroit en quelque sorte, lui qui était venu plutôt pour la nettoyer ! (Voir Émile Ajar-Romain Gary.) Car il ne suffit pas d'avoir eu une enfance très dure, avec un père alcoolique (boulanger, ça donne soif !) qui battait sa femme, un frère mort d'alcoolisme à 21 ans (boulanger…) pour réfléchir au pourquoi du comment. Pas du tout ! « Je n'ai pas eu la vie que j'aurais mérité », m'a-t-elle dit un jour. Non, c'est vrai, personne ne devrait voir sa mère se faire battre, se tuer au travail. Nous sommes tous victimes, pourrait-on dire. Mais une fois cela établit, qu'est-ce qu'on fait ?

Eh bien, faut faire avec et chercher à vivre et comprendre d'où viennent nos maux, et nos joies parfois. Ouais, acquérir la science de son malheur ne va pas de soi. C'est pourtant la seule solution pour grandir et s'épanouir un peu.

Revenons à nos moutons (les nôtres, races locales !). Alors mon identité aujourd'hui ? Je suis née ici, je vis ici. La France, Monsieur, je m'en tamponne. Ce qui importe ce sont mes amis, mes voisins, ma famille (euh, non pas ma famille), mes collègues (enfin, quelques-uns), les gens que je croise, etc., tout ce monde dont je suis, auquel je participe, je fais avec, avec ou sans plaisir. Mais la France, cette abstraction… En cette sale période, dire que je suis française ? Non, je ne m'en vanterais pas ! Sale pays, oui. La liste est longue de ses méfaits, commis aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. Pays ou dirigeants de ce pays ? Est-ce différent ? Ce ne sont pas mes élus en tout cas, n'ayant jamais donné ma voix à aucun de ces assoiffés de pouvoir et de privilèges.

Apatride, oui, j'aimerais plutôt, s'il fallait choisir.

Marie Desbois

Chômeurs et précaires en colère

Le 5 décembre dernier, une manifestation de chômeurs et précaires en lutte, annoncée à Rennes depuis plusieurs semaines, a été interdite par la préfecture. Les manifestants ont toutefois décidé de défiler, se heurtant systématiquement à des barrages de CRS et aux provocations policières. Alors qu'une assemblée générale devait se tenir à la Maison des associations du Champ-de-Mars à l'issue de la manifestation, la responsable des lieux en a interdit l'accès, suite à une décision de la mairie. Les manifestants sont alors tombés dans un guet-apens, la BAC en profitant pour procéder à un véritable lynchage, avec l'appui des CRS, arrêtant des manifestants et en frappant violemment d'autres. Une des victimes de ces violences policières a subi un traumatisme cérébral, causant des séquelles irréparables.

Quatre manifestants interpellés passeront en procès pour « violence sur agent » le 18 janvier, les policiers plaignants n'hésitant pas a utiliser des faux témoignages afin de légitimer leur barbarie et de faire croire que la violence venait des inculpés.

À Rennes comme ailleurs, les travailleurs, chômeurs, sans-papiers, précaires, etc., sont soumis à l'exploitation capitaliste et à la répression étatique. En soutien à toutes ces luttes émancipatrices en général et à ces quatre manifestants inculpés en particulier, l'Union locale de Rennes de la Fédération anarchiste appelle à manifester le samedi 16 janvier, à 15 heures place de la Mairie, avec les travailleurs, chômeurs et précaires contre la répression et pour des revendications de progrès social ; à se rendre le lundi 18 janvier, à 15 heures à la cité judiciaire, pour soutenir les quatre inculpés qui passent en procès

Union locale de la Fédération anarchiste de Rennes

Voir Copenhague et mourir...

TOUT LE MONDE en ce moment, de l'ouvrier métallo d'un chantier sud-coréen au collégien slovène, du sous-officier tanzanien à la marchande de quatre-saisons guatémaltèque, tous se posent cette question : mais bon dieu où se trouve donc Copenhague ? Eh bien, pour ceux qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, les cancres qui lisaient *Le Monde libertaire* pendant les cours de géographie et les ermites qui auraient loupé l'effervescence médiatique actuelle, Copenhague est la capitale d'un charmant petit pays d'Europe du nord, appelé Danemark, dans lequel il fait bon vivre, nous disent tous les indicateurs mondiaux. Mais méditons un peu sur cette fameuse conférence.

D'où viens-je ? De multiples tergiversations et anciennes réunions internationales où l'on mange beaucoup de petits fours et pinaille sur des points de détails et des graphiques pleins de couleurs entre scientifiques, industriels, groupes de pression et chefs d'État, en prévoyant la conférence suivante puisque rien ne sortira de celle-ci. Les touristes ont déjà visité Rio de Janeiro (1992), Bonn (2001), Johannesbourg (2002) et Bali (2007) et en ont ramené beaucoup de promesses et de cartes postales.

Qui suis-je ? Je suis une conférence où se joue, paraît-il, le sort du monde climatique, la survie de l'ours blanc, la destinée des premiers réfugiés climatiques et la pérennité du dioxyde de soufre sans lequel il ne saurait y avoir de civilisation. Eh oui, rien que ça !

Où vais-je ? Nulle part ! C'est-à-dire pas plus loin qu'auparavant. Et c'est là tout le problème.

En effet, on retrouve *grosso modo* les mêmes qu'auparavant, bien que quelques têtes dirigeantes aient changé suite à des élections (ce sont les aléas de la démocratie). Ces hommes de bon sens, et bien d'autres encore, se sont donné rendez-vous pour écrire l'histoire et sauver la planète en décidant de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Bref, tout cela est si loin de la réalité, si déconnecté du réel, que nous pouvons d'ores et déjà jouer les Cassandre et prédire que rien ne jaillira du Jutland.

Car ce sont ceux-là qui s'appuient sur les mécanismes du marché pour résoudre le problème écologique, avec les bourses du carbone et le marché du droit de polluer ; les mêmes qui parlent de quotas d'émission, parient sur la voiture électrique ou rabâchent cette farce du « développement durable » alors que nous vivons une extinction massive d'espèces animales et végétales.

L'urgence environnementale est telle que seules les solutions radicales que nous prônons pourraient sauver ce qui peut encore l'être : décroissance, redistribution des richesses et partage solidaire avec les peuples les plus pauvres, fin du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du productivisme et d'un horizon humain limité à la consommation et aux indices boursiers, souci d'assurer d'abord à TOUS la nourriture, l'habitat, l'insertion dans la société et l'accès à la culture, l'émancipation enfin.

Gageons qu'il ne sortira pas de cette kermesse aux harengs une révolution et que chacun, l'esprit apaisé par le devoir accompli, repartira... en avion, bien sûr.

Madame de Pompadour

L'échec de Copenhague et la question du réformisme

1re partie

Normand Baillargeon

Baillargeon.normand@uqam.ca

IL ARRIVE qu'il y ait bien plus à apprendre et à méditer des divergences d'opinion que des consensus.

Prenez le sommet de Copenhague. Il aura été un échec si retentissant qu'aucune firme de relations publiques n'est parvenue à complètement en masquer la profondeur au grand public.

Le constat d'échec, comme on pouvait s'y attendre, a donc largement fait consensus parmi les observateurs.

C'est ainsi que l'économiste Jeffrey Sachs, un néolibéral pur et dur recyclé en écologiste, a décrit l'accord de Copenhague comme « une farce » et « un abandon du cadre de référence des Nations unies par lequel les pays riches annoncent aux pays plus pauvres et plus petits qu'ils ont désormais l'intention de faire ce qu'ils veulent et pour commencer de ne plus prêter l'oreille à leurs misérables préoccupations[1] ».

Que cet unilatéralisme des États-Unis et d'une poignée d'autres grandes puissances soit en grande partie responsable de l'échec de Copenhague, cela aussi est partagé par tout le monde, par exemple par Bill McKibben, qui rappelle qu'à ce sommet, « Obama a fait exploser les Nations unies et mis un terme à l'idée qu'il puisse exister une communauté internationale »; il appelle ce qui en est résulté « une ligue de superpollueurs[2] ».

Mais c'est probablement Naomi Klein qui a proposé le plus percutant résumé de ce qui s'est passé dans la capitale danoise en décrivant les deux maigres pages et demi (*sic*) de l'entente conclue comme « un sordide pacte convenu entre les plus gros pollueurs : je vais faire semblant de constater que tu te préoccupes de l'environnement et tu feras semblant de constater que je m'en préoccupe moi aussi. D'accord ? Tope-là ![3] ».

On continuerait longtemps. Mais par-delà ce constat que Copenhague a été un monumental échec, on découvre bien vite de profondes divergences, notamment quant à la gravité de la situation et quant à ce qu'il convient de faire.

Je voudrais examiner ici une de ces divergences qui concerne les moyens qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour lutter contre le réchauffement planétaire. Je le fais parce que cette divergence d'opinion, cruciale et inattendue, est instructive ; mais aussi parce qu'elle nous donnera l'occasion de réfléchir à une question de stratégie militante qui me semble importante, qui se pose parfois dans les milieux libertaires et qui mérite toute notre attention.

Un marché de la pollution ?

Bien des acteurs, des institutions, des regroupements et ainsi de suite ont proposé des solutions, ponctuelles ou plus globales, pour combattre le réchauffement planétaire. Ce qui est pourtant devenu plus évident que jamais, à Copenhague, c'est l'existence d'un important clivage, divisant à gauche ceux et celles qui préconisent une « bourse du carbone » et ceux et celles qui s'opposent radicalement à cette idée.

Les premiers préconisent de constituer un marché des droits d'émettre des gaz à effet de serre – la chose est d'ailleurs prévue dans le protocole de Kyoto. En termes très simplifiés, un tel système serait une bourse du carbone – les anglophones la nomment « *cap and trade* » – sur laquelle des quotas d'émission seraient fixés ; avec le temps, ces quotas diminueraient. Les pays ou entreprises qui ne reespecteraient pas leurs quotas seraient pénalisés (par des taxes) et/ou devraient acheter chez ceux qui ont fait mieux que leur quotas les droits de pollution que ceux-ci offriraient à la vente. Ces derniers seraient donc récompensés pour avoir atteint ou, mieux, dépassé les niveaux d'émissions fixés.

À première vue, on comprend bien mal pourquoi la gauche, et tout particulièrement la gauche radicale et anticapitaliste, pourrait être divisée sur cette question. L'idée d'un marché de la pollution peut-elle être autre chose qu'une farce contée par un quelconque ultralibéral ? Et l'argumentaire contre une telle pratique n'est-il pas depuis toujours bien connu de tout anticapitaliste ?

Un argumentaire bien connu

Cet argumentaire invite à conclure qu'on ne peut absolument pas résoudre les problèmes environnementaux par le marché, qui en est la cause. En voici d'ailleurs une formulation typique qui a, selon moi, le mérite d'être informée, claire et sans concessions. Les économies capitalistes polluent trop parce que les

marchés tendent à surproduire des biens dont la production et/ou la consommation engendrent des externalités négatives – comme la pollution.

Les économies capitalistes sont inaptes à protéger convenablement l'environnement parce que l'offre des marchés pour les biens publics – qu'est par exemple un environnement protégé ou restauré – est insuffisante.

Les économies capitalistes surexploitent les ressources naturelles parce que les taux de profits qu'en retirent les propriétaires privés sont trop élevés ; le taux acceptable serait celui qui permettrait d'assurer que le taux des bénéfices actuels n'empiéterait pas sur celui des bénéfices futurs.

Les marchés du travail et de la consommation de biens engendrent des « incitations perverses » par lesquelles les individus sont fallacieusement amenés à allouer une trop grande part de leurs gains de productivité à leur consommation individuelle, cela au détriment d'une consommation collective et respectueuse de l'environnement.

Finalement, les marchés ne sont pas en mesure de fournir l'information qui serait indispensable pour établir le niveau auquel il conviendrait de fixer les taxes et les subventions environnementales, tandis qu'ils engendrent de puissants lobbies qui travaillent à minorer l'ampleur des correctifs à apporter.

Comment, sachant tout cela, envisager un seul instant de se rallier à la proposition de Kyoto de « marchandiser » la pollution ? Comment, de surcroît, imaginer que des gens appartenant à la gauche radicale puissent défendre cette idée ?

Mais voilà : on trouve bien, parmi les penseurs et militants respectés de la gauche, notamment libertaire, des personnes qui soutiennent que, dans les circonstances actuelles, il est raisonnable de mettre en place un tel marché de la pollution – voire que rien d'autre n'est actuellement souhaitable ou raisonnable.

Leurs arguments méritent d'être entendus. Ils le méritent d'autant que ces personnes conviennent tout à fait des cinq critiques des marchés et du capitalisme que j'ai rappelées plus haut.

Un singulier abolitionniste des marchés et la question du réformisme

En fait, je vous dois un aveu : j'ai repris ces critiques à Robin Hahnel, qui les énonce exactement comme je les ai présentées[4]. Hahnel qui est, avec Michael Albert, le cocréateur de l'économie participaliste, est aussi un fervent abolitionniste des marchés et la sincérité de sa défense d'une économie d'inspiration libertaire ne peut être mise en doute. Mais, surprise, il défend l'idée d'une approche « *cap and trade* » du réchauffement planétaire.

Alors ? Comment et au nom de quoi Hahnel et, même s'ils sont minoritaires, des gens comme lui arrivent-ils à leur si étonnante position ?

Dans le prochain texte, je veux, en les prenant au sérieux, examiner les arguments qu'avance Hahnel lui-même, des arguments dont on devine qu'ils doivent être singuliers et, à ses yeux du moins, percutants. Or il se trouve aussi, et vous l'avez sans doute deviné, que l'argumentaire de Hahnel a comme pièce importante et même capitale l'idée que des radicaux ne devraient pas, à tout le moins en certaines circonstances, rejeter d'emblée la poursuite de ce que d'aucuns rejettent pourtant *a priori* parce qu'il ne s'agirait que de simples réformes.

A-t-il raison ? Et si c'est bien le cas en ce qui concerne la défense d'une bourse du carbone comme moyen de lutter contre le réchauffement planétaire, quelles leçons peut-on en tirer pour le militantisme libertaire ?

Cette question du réformisme, on le sait,, est souvent débattue dans nos milieux et Hahnel nous offre ici l'occasion d'en discuter sur une question concrète, précise et urgente.

Saisissons-la[5].

N. B.

---

1. Jeffrey Sachs, « Obama Undermines the UN Climate Process », project-syndicate.org/commentary/sachs160.

2. Bill McKibben, « With climate agreement, Obama guts progressive values, argues McKibben », grist.org/article/2009-12-18-with-climate-agreement-obama-guts-progressive-values/.

3. Naomi Klein, « For Obama, No Opportunity Too Big To Blow », 21 décembre 2009. europe-solidaire.org/spip.php?article16033.

4. J'ai cité le résumé qu'il a lui même proposé à zcommunications.org/zspace/commentaries/4086 et des arguments qu'il a avancés dans Robin Hahnel, « The Case Against Markets », *Journal of Economic Issues* (41, 4), décembre 2007, p. 1139-1159.

5. Le texte où Hahnel présente sa position, et sur lesquel je reviendrai la prochaine fois, est « Has The Left Missed The Boat On Climate Change ? ». Il est accessible en trois parties sur zcommunications.org/zspace/commentaries/4086.

Québec

L'impasse sociale-démocrate et le renouveau anticapitaliste

Étienne David-Bellemare

Éric Martin

La crise économique a fait émerger des discussions sur les problèmes structurels de notre société autrefois occultées par le triomphe retentissant du capitalisme de libre-marché présenté comme le seul et unique modèle économique après la chute du bloc soviétique. Au Québec, la conjoncture actuelle force la gauche institutionnelle à sortir du *statu quo*, alors qu'elle était toujours timide à l'idée de débattre ouvertement du système capitaliste. Mais, malgré leurs bonnes intentions, les sociaux-démocrates québécois reviennent aux vieilles recettes qui s'inscrivent pleinement dans la perpétuation de l'ordre établi. Ils continuent de se limiter à revendiquer un plus grand pouvoir du politique sur l'économique, ce qui signifie grosso modo un retour à une gestion keynésienne de l'État.

Or, nous sommes face à une opportunité historique, celle d'entrer dans la brèche idéologique ouverte par les contradictions économiques du capitalisme, afin d'en dévoiler le contenu fondamental et de développer des axes politiques qui vont dans le sens d'une alternative globale à la dictature du capital. L'histoire tend à montrer que les organisations de la gauche radicale ont eu raison de continuer à mener un combat explicite et sans compromis en faveur du renversement du capitalisme. Les luttes à venir, au Québec comme dans le reste du monde, devraient elles aussi se poser en rupture claire avec le capitalisme, entendu comme l'exploitation déshumanisante au moyen du travail aliéné et la destruction presque irréversible de l'environnement.

Avant d'aller plus loin, il convient de faire un retour en arrière sur l'histoire sociale et politique du Québec afin d'appréhender le temps présent et les engagements qu'il appelle.

De Duplessis au Québec inc.

Dans les années 1950, le Québec est sous la chape de plomb d'un clérico-nationalisme incarné dans la figure du conservateur Maurice Duplessis, dit « le cheuf », qui fut premier ministre de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959 sous la bannière de l'Union Nationale. Duplessis est antisyndical, anticommuniste et proche de l'Église, qui exerce à cette époque dite de la « Grande noirceur » une influence majeure tant sur les consciences que sur les affaires de la province.

Suite à la mort de Duplessis en 1959, au fil de bouleversements tant économiques, politiques, artistiques que religieux, le Québec entame ce qu'il est convenu d'appeler la « Révolution tranquille ». Elle se caractérise par l'affirmation de l'identité nationale francophone québécoise et par diverses réformes importantes : création d'un État laïque et moderne, plus grande accessibilité aux collèges et aux universités, nationalisation de l'hydro-électricité, instauration de diverses politiques sociales. Durant une grande partie des années 1960 et 1970, c'est le Parti libéral du Québec (PLQ) qui portera ce projet. Puis, celui-ci sera repris par un nouvel acteur, le Parti québécois (PQ), qui sera élu en 1976.

Le PQ est un jeune parti nationaliste qui ratisse de droite à gauche, fondé en 1968 par

l'ancien ministre du PLQ René Lévesque, et en faveur de la souveraineté-association du Québec. Sa doctrine économique est le corporatisme national, qui considère le Québec comme une « grande famille » dans laquelle tous doivent « mettre la main à la pâte » pour créer la « richesse collective ». Le PQ se targue également, à ses débuts, d'avoir un « préjugé favorable envers les travailleurs ». Cela l'amènera lors de son premier mandat à réaliser certaines réformes favorables à la classe travailleuse, afin d'accélérer le développement économique du Québec, mais aussi dans l'optique de s'assurer du soutien des grandes centrales syndicales lors du référendum sur la souveraineté-association qu'il entend organiser. Le 20 mai 1980, le Parti québécois perd ce premier référendum : 59,4 % des Québécois ont voté pour le non, 40,6 % pour le oui.

Le virage à droite des années 1980

En 1982, prétextant la crise économique et la dette publique, le PQ décrète le gel des salaires des travailleurs et travailleuses de la fonction publique. La résistance syndicale ne parviendra pas à le faire reculer. Après avoir perdu les élections générales deux fois en l'espace de près de dix ans, il est réélu en 1994 et appuie l'accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Il convoque un deuxième référendum en 1995 qui sera perdu avec 50,58 % non contre 49,42 % oui.

En 1996, le PQ introduit la politique du « déficit zéro », mesure d'austérité budgétaire se traduisant par des compressions dans les services publics. Au final, il est devenu un parti social-libéral et technocratique qui s'appuie sur le « Québec Inc. », une classe capitaliste francophone qu'il a contribué à faire émerger. De plus, il a fait sien une grande part des idées néolibérales et des stratégies de gestion managériales propres à la nouvelle gestion publique (efficacité, gouvernance calquée sur l'entreprise, rationalisations, « économie du savoir », privatisations, hausses des tarifs dans les services publics, etc.).

De nos jours, chez les théoriciens en vogue du PQ comme Jean-François Lisée, qui a publié en 2008 un livre intitulé *Pour une gauche efficace* [1], il s'agirait plus ou moins de suivre l'exemple de la troisième voie de Tony Blair. Accusée d'avoir historiquement accordée une place trop grande à l'État, la social-démocratie devrait maintenant revoir ces postulats de base pour s'adapter à la « réalité immuable » du capitalisme internationalisé et de la compétitivité tous azimuts.

Pour Lisée, la « nouvelle social-démocratie » devrait arrêter de brandir le drapeau de la redistribution de la richesse. Plutôt, la situation exigerait de se tourner vers la classe travailleuse afin qu'elle augmente la productivité au quotidien et le nombre d'heures de travail hebdomadaires, et pourquoi pas en repoussant l'âge de la retraite s'il le faut ! « Travailler plus pour gagner plus », ça vous dit quelque chose ?

Ce programme allait bon train jusqu'à ce qu'éclate la crise. Certains dissidents du PQ et d'autres militants emblématiques issus de différents milieux parlent maintenant de refonder la social-démocratie tout en retrouvant ses valeurs essentielles, mais ce n'est qu'une idée – naïve ou malhonnête- qui ne pourra qu'échouer à nouveau.

Renouveler la social-démocratie : le mythe du capitalisme à visage humain

Les grandes figures de « l'économie sociale et solidaire » et certaines personnalités politiques et syndicales dites « de gauche », reconnaissent dans la crise économique la preuve que le tout-au-marché ne fonctionne pas. Or, leur discours centré sur l'échec du néolibéralisme (et non du capitalisme) les amène à souhaiter le retour d'une approche interventionniste de la gestion de l'État, à laquelle s'amalgame l'idée d'une plus grande participation citoyenne. Leur toute dernière initiative politique a été de lancer un long processus de réflexion au sujet du renouvellement de la social-démocratie qui se terminera par un colloque national à l'automne 2010 [2].

L'une de leurs principales prémisses est que le « socialisme réellement existant » a échoué et par conséquent, tout ce qui se veut hors du champ du capitalisme est a priori disqualifié. Le projet dont ils se réclament se résume assez bien dans leurs propres mots : « une vision de la société et du rôle positif de l'État, en référence à un intérêt général et au bien-être de la majorité ; une manière de réguler les conflits sociaux par la négociation et la concertation ; des politiques et des mécanismes institutionnels qui permettent d'harmoniser le développement économique et social ; un positionnement dans l'économie mondiale et la recherche d'alliances [3]. »

Et voilà bien le problème : une incompréhension de la nature conflictuelle du système de profits et de sa prégnance sur l'ensemble du monde, de la vie, de l'environnement. Il faudrait le rappeler : l'histoire du capitalisme est celle du maintien des sociétés de classes, hiérarchiques et autoritaires, par une petite minorité de dominants-possédants. Le rapport salarial n'est pas le résultat d'une entente volontaire, mais a été implanté aux moyens de la violence et de la dépossession. Néanmoins, il y en a encore pour rêver au jour où les capitalistes pourront être « régulés et encadrés » par des leviers politiques. Or, cette vision étroite ne résiste pas à l'analyse de l'accumulation internationale du capital, de la concurrence et de l'extraction de la plus-value comme paradigme fondamental nécessaire au maintien du capitalisme mondialisé. C'est-à-dire qu'on ne peut vouloir le capitalisme sans ce qui vient avec : concentration de la richesse entre les mains d'une infime minorité d'individus, compétition économique autour du contrôle des ressources naturelles, misère et chômage structurels, précarité rampante, destruction de la nature et des êtres humains, guerres impérialistes, conflits de classes permanents, nationalismes exacerbés, etc.

Au mieux, cette nouvelle social-démocratie pourra relancer le capitalisme dans son propre pays tout en essayant d'atténuer le choc sur la classe travailleuse et les plus démunis, mais sans jamais délaisser l'objectif de compétitivité de sa propre économie au détriment des économies « étrangères ». En d'autres termes : elle devra nous rebrancher au capitalisme dans l'attente d'une crise d'une plus grande ampleur et qui sait, d'une nouvelle boucherie mondiale entre grands empires économiques ou blocs régionaux. À moins de voir les choses différemment et d'agir en conséquence !

Vers une radicalisation des consciences et des luttes politiques

La montée en popularité du mouvement anticapitaliste au Québec dans les dix dernières années s'ancre dans le « Sommet des Amériques ». Au mois d'avril 2001, les 34 chefs d'États du continent, à l'exception de Fidel Castro, se rassemblaient dans la ville de Québec pour discuter du tout dernier projet des bourgeoisies des Amériques et de leurs alliés parlementaires : la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Comme son nom l'indique, cette initiative visait à libéraliser, privatiser et commercialiser l'ensemble des activités humaines, de la santé à l'éducation, de la culture à l'agriculture, de la poste aux chemins de fer.

Cette rencontre fut le théâtre d'un affrontement majeur entre les mouvements sociaux opposés au projet et les forces répressives. Protégés par une horde de policiers, les représentants étatiques se sont rassemblés à l'intérieur d'une vaste zone clôturée de près de 4 kilomètres expressément construite pour cette rencontre. L'image était frappante : politiciens et bourgeois main dans la main, à discuter de l'avenir économique d'un continent, dans une petite forteresse à l'écart de la population. Pour toute une génération de jeunes, ce fut l'occasion de comprendre que la lutte des classes n'est pas qu'un concept abstrait. La confrontation entre d'un côté, une poignée de capitalistes et de politiciens bourgeois, et de l'autre, des dizaines de milliers de manifestants, a provoquée une prise de conscience. De l'action directe aux manifestations pacifiques, en passant par le théâtre de rue, les bouffes populaires et les nombreuses assemblées, quelque chose s'est produit dont l'impact se fait toujours sentir.

Ensuite ce fut au tour de la guerre en Irak de mobiliser massivement les Québécois. En effet, le 15 février 2003, dans un froid glacial comme on en connaît au Québec, plus de 150 000 personnes prennent part à une manifestation contre cette guerre impérialiste. Un mois plus tard, le 15 mars, ce sont 250 000 personnes qui participent ! Quelques jours après le déclenchement de la guerre, le 22 mars, on compte 200 000 manifestants

dans les rues de Montréal. Des manifestations de cette ampleur n'avaient pas eu lieu au Québec depuis des décennies.

Une autre lutte déterminante se déroule à l'hiver 2005 contre les coupures gouvernementales dans le programme de prêts et bourses aux étudiant-e-s. Initiée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) [4] (frange gauche du mouvement étudiant), la grève générale illimitée s'étend sur l'ensemble du Québec, autant dans les collèges que dans les universités. Et les actions ne manquent pas : occupations, manifestations, blocage économique, etc. Il s'agit de la plus grande grève étudiante de l'histoire du Québec. À son apogée, près de 300 000 étudiants sont en grève et près de 100 000 manifestent dans les rues de Montréal. Malgré la trahison orchestrée par la frange opportuniste du mouvement étudiant, le gouvernement recule et revient au *statu quo*. Mais l'ASSÉ a gagné du terrain en faisant grimper son taux d'affiliation à 40 000 membres et la jeunesse étudiante s'est radicalisée. D'ailleurs, plusieurs militants issus de cette expérience rejoindront pas la suite les rangs de diverses organisations de la gauche radicale.

Enfin, en 2008, on assiste à Montréal à la première manifestation du 1er mai organisée sous une bannière anticapitaliste par une vingtaine de groupes sociaux et politiques. Celle-ci est violemment réprimée par la police, ce qui n'empêche pas la coalition de récidiver l'année suivante et cette fois, de marcher dans les rues du centre-ville de Montréal sans la moindre intervention policière. Cette même journée, un autre groupe constitué organise un spectacle anticapitaliste du 1er mai [5], une première dans l'histoire du Québec.

Pour une alternative globale à la dictature du capital

Nous n'avons pu ici dresser le portrait des dizaines d'initiatives plutôt anarchisantes et anticapitalistes qui se déroulent dans notre province, ou encore des nombreuses publications qui tentent de tirer le débat d'idées vers la gauche, comme c'est le cas, par exemple, avec les *Nouveaux cahiers du socialisme* [6]. Chose certaine, il s'opère depuis une dizaine d'années au Québec une certaine radicalisation de la conscience politique.

En ce qui a trait précisément au mouvement anarchiste, les forces demeurent éparpillées. Outre l'Union des communistes libertaires [7] qui fédèrent environ une demi-douzaine de collectifs dans la province, il n'existe guère de point de rassemblement libertaire. Néanmoins, des liens de solidarité entre les différents groupes se traduisent régulièrement par une collaboration dans le cadre d'actions bien ciblées ou encore sur le terrain des luttes sociales.

Nous avons voulu expliquer à travers la relecture de l'histoire du Québec les limites et les pièges de la social-démocratie, ainsi que la situation politique dans laquelle nous sommes actuellement. Dans cette perspective, nous tenons à réaffirmer la nécessité d'un renversement du capitalisme et du parlementarisme bourgeois, afin d'établir un socialisme autogestionnaire basé sur l'organisation collective, démocratique et viable de la production.

Il faut à tout prix retirer aux possédants et aux bureaucrates la puissance qu'ils détiennent de réduire la vie et la nature à la production de valeur économique. Les finalités qui animent nos combats sont guidées par la recherche d'autonomie, individuelle et collective, sans pour autant viser une liberté libérale qui se résumerait au simple caprice de chacun-e. La liberté, en effet, ne peut s'exercer qu'en respect du commun, des autres et de la fragilité de la nature.

Les luttes contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme ou le fascisme sont nos champs d'actions et nous croyons fermement qu'une transformation révolutionnaire de la société est possible et nécessaire. Nous restons déterminés à mener les combats auxquels nous convie notre époque, ceux de l'établissement réel de la justice, de la liberté, de la solidarité et de la démocratie, dans une société libérée des oppressions et du productivisme qui empoisonnent nos existences individuelles et collectives.

E. D.-B. et É. M.

---

1. Jean-François Lisée, *Pour une gauche efficace*, Montréal, Boréal, 2008.

Voir l'excellente critique de Jacques Pelletier : ababord.org/spip.php?article860

2. Voir le texte fondateur : eve.coop/social_democratie_15_mai_2009.pdf

3. Voir l'article collectif publié dans le journal *Le Devoir* : ledevoir.com/non-classe/265162/renouveler-la-social-democratie-au-quebec

4. asse-solidarite.qc.ca

5. spectacle1ermai.org

6. cahiersdusocialisme.org

7. causecommune.net

Lucy Parsons, la révoltée

Jean

militant au groupe Pavillon noir

Photographie issue du fond Labadie Collection, University of Michigan.

On évoque trop souvent Lucy Parsons comme « femme de » Albert Parsons, l'une des victimes de la répression de l'affaire de Haymarket Square, exécuté le 11 novembre 1887. Or sa longue vie de lutte ne témoigne pas que de la naissance d'un puissant mouvement social et syndical aux États-Unis. Elle en fut en effet une actrice de premier ordre, en y développant un anarcho-syndicalisme associant anticapitalisme, antiracisme et antisexisme.

Naissance d'une militante anarchiste

Lucy est née en 1853 au Texas. Métisse, selon elle d'un père indien Creek et d'une mère mexicaine, sans doute aussi des origines afro-américaines. Orpheline à trois ans, une enfance d'esclave. Elle rencontre Albert Parsons en 1870, un ancien soldat confédéré repenti. Ils se marient dans l'illégalité — les lois racistes du Texas interdisent le mariage « interracial ». Militant contre le racisme, Albert est exposé : il est menacé de pendaison, prend une balle dans la jambe. Sa femme et lui craignent pour leur vie et fuient Waco pour Chicago, en 1873.

Une ville où sévit la misère, le chômage et où, face à la montée des revendications sociales, s'exerce une répression policière impitoyable. Albert devient imprimeur mais son engagement dans l'anarchisme pacifiste le fait licencier et même interdire de travail dans l'imprimerie. Lucy ouvre une petite boutique de couture pour élever les deux enfants. Avec son amie Lizzie Swank, elle y accueille des réunions de travailleuses du vêtement. Elle s'engage aussi contre l'exclusion : celle des sans-logis, des chômeurs, des mutilés… À Noël 1885, elle conduit une manifestation de miséreux en sonnant les cloches des maisons bourgeoises. Elle se tourne vers le socialisme révolutionnaire et rédige ses premiers articles (*Socialist*, *Scribner's Magazine*).

En 1883, elle et son mari fondent l'International Working People's Association (IWPA), et développent l'anarcho-syndicalisme. Ils s'engagent l'année suivante dans les Knights of Labor, où ils oeuvrent au fédéralisme des luttes. Ils organisent des meetings pour la journée de huit heures et contre les conditions dégradantes de travail. Ils écrivent de nombreux articles, notamment dans The Alarm, l'organe de l'IWPA (fondé par Albert en 1884). Lucy s'y démarque des positions pacifiques de son mari. Dans l'article « To tramps », elle appelle les sans-logis à l'action directe contre les riches. Elle développe l'idée (alors très subversive) que la femme doit s'émanciper de son carcan social de ménagère par la lutte sociale.

Le tournant d'Haymarket Square

Le 1er mai 1886, Lucy a mobilisé de nombreuses travailleuses et conduit le cortège avec Albert. Une brutale répression s'ensuit. Le 4 mai, lors de la journée de protestation, une bombe explose et la police en profite pour arrêter sept anarchistes. Par solidarité pour ses camarades et pour dénoncer l'injustice qui les frappe, Albert se livre à la police. Lucy, très surveillée, est interrogée mais pas inculpée. La justice pense peut-être que la présence d'une femme au tribunal peut disculper tous les autres. Lucy organise alors la défense des inculpés, par une tournée de meetings (43 meetings pour le seul mois de février, dans 17 États !), où se révèle un talent d'oratrice exceptionnelle. Elle draine des foules immenses bien que les policiers lui interdisent – quand ils y parviennent – l'accès à la tribune. Tout en proclamant l'innocence des inculpés, elle affirme la légitimité de leurs idées anarchistes, qu'elle contribue à populariser.

Le procès, de l'aveu du procureur, est politique. Albert et quatre autres anarchistes sont pendus le vendredi 11 novembre 1887 (black Friday). Lucy amène ses enfants voir Albert une dernière fois mais elle est arrêtée, déshabillée et jetée nue avec eux dans une cellule glaciale. Elle ne sera libérée qu'après l'exécution, malgré ses hurlements.

Ce meurtre d'État déclencha une vague immense de protestations dans le mouvement ouvrier et annonça d'autres tragédies (comme la fusillade de Fourmies, le 1er mai 1891 en France), mais aussi des victoires décisives par la suite.

La lutte tous azimuts

Après une période d'effondrement, la détermination révolutionnaire de Lucy reprend le dessus. Sa vie se partage entre son dur travail de couturière, ses deux enfants, et une lutte sociale et syndicale inlassable. Lucy écrit une biographie sur Albert et des articles dans les

journaux libertaire. En 1892, elle sort le bref mensuel anarchiste-communiste *Freedom*.

Elle prône un syndicalisme de base, de classe et de masse. Elle y voit l'alternative nécessaire à l'illusion des élections et du recours à l'État. Elle dénonce comme un leurre les concessions de représentativité accordées (notamment aux syndicats des abattoirs) en 1888-1889. De retour d'Angleterre où elle a rencontré la Ligue socialiste, elle milite pour la liberté d'expression, qui manque tant en Amérique. La police de Chicago, qui ne cesse de l'interdire de tribune, la dit « plus dangereuse que mille émeutiers ».

En 1905, Lucy Parsons est la deuxième femme à adhérer aux International Workers of the World (IWW), syndicat où elle développe l'action directe de masse, l'autogestion, la grève générale, la révocabilité des délégués. Elle contribue au *Liberator*, un de ses organes de presse. Son influence est déterminante dans le développement de l'anarcho-syndicalisme et dans l'implication croissante des femmes dans les luttes sociales.

Les dix années suivantes sont surtout consacrées aux luttes contre l'exclusion. Elle organise des marches impressionnantes pour les sans-logis (en 1914 à San Francisco) et les pauvres (sans-logis et chômeurs, en 1915 à Chicago). En 1916, elle participe à la campagne pour Tom Mooney et Warren Billings (deux syndicalistes injustement accusés d'un attentat à la bombe, finalement disculpés).

Elle se consacre aussi, surtout dans les années 1920-1930, à la lutte contre les discriminations raciales : elle dénonce les lynchages dans les Etats du sud, participe activement à la campagne victorieuse contre l'exécution des garçons de Scottsboro (neuf jeunes noirs injustement accusés par les autorités judiciaires d'avoir violé deux jeunes femmes). Cette lutte acharnée contribue à politiser les militants noirs d'Amérique et préfigure les mouvements pour les droits civiques qui se développeront plus tard.

Divergences entre anarchistes

Les années 1890 où Lucy Parsons, persuadée de l'imminence d'une révolution, s'implique aux côtés des travailleurs, sont aussi paradoxalement celles qui la séparent peu à peu d'autres figures montantes de l'anarchisme. Elle lutte contre le conditionnement social de la femme mais défend aussi le mariage et la famille. Elle pense l'oppression sexiste au sein du couple comme une conséquence de l'exploitation économique capitaliste. Selon elle, les réflexions des anarchistes sur l'amour libre, alors très à la mode dans les années 1890 – et notamment défendues par Emma Goldman – sont des réflexions de classes moyennes et la priorité doit être la lutte de classe, qui conditionne tout.

Emma Goldman, qui développe un féminisme plus radical, accuse Lucy Parsons d'avoir bâti sa popularité sur son seul mari et ne l'évoque (dans ses *Mémoires*) que comme « une jeune mulâtre » (a young mulatto) épousée par Albert Parsons, né dans une famille raciste du sud. Lucy accuse quant à elle Emma Goldman, sans enfants, de ne pas comprendre la condition des femmes pauvres, pour la plupart mères.

On lui reproche aussi d'avoir adhéré en 1927 à l'International Labor Defense, un mouvement issu du Parti communiste qui milite contre le racisme, et de collaborer avec la National Association for the Advancement of Colored People, qui défend l'égalité entre noirs et blancs, (elle aussi investie par des communistes). Lucy, qui exhortait déjà les Noirs en 1886 à se débarrasser des partis politiques comme des églises, se proclamait anarchiste et n'avait cure des ragots. Mais les anarchistes américains, encore peu engagés dans les luttes antiracistes, comprennent mal cette proximité de fait avec le PC. Le fossé s'approfondit.

L'historiographie retient que Lucy aurait finalement adhéré au Parti communiste en 1939, à la veille de la guerre, déçue par le manque d'organisation et de cohésion des anarchistes. Pour faire front à la montée du fascisme et au capitalisme. Pourtant, à la mort de Lucy Parsons, le Parti communiste saluera la militante sans dire qu'elle était membre du PC… ce qui, vue sa popularité, est pour le moins étonnant. Mais sans doute ce débat a-t-il peu d'importance pour cerner la figure, très pragmatique, de Lucy Parsons. Elle se défiait des étiquettes. Pour elle, seules comptaient les luttes concrètes, contre toutes les oppressions.

Lucy continue de participer à des meetings jusqu'en 1941 où elle défend, malgré une vue déclinant jusqu'à la cécité, la liberté d'expression.

Une fin tragique

Lucy meurt dans l'incendie de sa maison de Chicago, le 7 mars 1942, à l'âge de 89 ans.

Notre méconnaissance de son œuvre ne s'explique pas que par sa réserve à parler d'elle-même, ni par les incompréhensions avec certains anarchistes américains.

La faute en revient surtout à la police, qui a fait disparaître l'intégralité des nombreux papiers et 1500 livres, saisis chez elle juste après sa mort. N'ayant pu la faire taire de son vivant, il fallait effacer sa mémoire. C'est compter sans nous.

Sa dépouille repose près du Haymarket Monument à Chicago, où un parc porte son nom depuis quelques années.

Sa lutte demeure et ne mourra jamais. Lucy ne disait-elle pas, en 1937, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans : « Oh, Misery, I have drunk thy cup of sorrow to its dregs, But I am still a rebel ! » (*Oh, Misère, j'ai bu la coupe de la douleur jusqu'à la lie, mais je demeure une rebelle !*).

J.

Références et textes de Lucy Parsons (en anglais) sur lucyparsonsproject.org

Provo « forever »

Thom Holterman

Rédacteur à la revue anarcho-socialiste De AS.

Il est positif qu'on ait republié cette année l'ouvrage d'Yves Frémion intitulé *Provo, Amsterdam 1965-1967*. La première édition date de 1982, basée sur une enquête de 1979. Il est intéressant aussi que la moitié du livre consiste en des traductions en français de documents, pamphlets de Provo et de quelques articles de la revue *Provo*, etc. En effet, qui sait lire le hollandais ? Ainsi, le mérite du texte est clair. De plus, il précise que Provo était le premier mouvement politique écologiste de l'histoire qui a élaboré quelques plans d'action : la lutte contre l'augmentation de CO2 par l'arrêt du trafic motorisé, par le plan vélos blancs (p. 126-132).

L'éditeur nous apprend que la nouvelle édition du texte est « revue et corrigée ». Si c'est le cas, on a oublié de nombreuses choses, parce qu'on trouve encore des erreurs et des imperfections dans le texte. Trop, je pense, en tant que libertaire hollandais. Je le regrette, mais pour un texte en français, cela ne peut pas passer inaperçu.

Une remarque générale vise le fondement du mouvement provo dans l'histoire de l'anarchisme hollandais. Bien que Frémion semble prêter attention à l'histoire par des références comme « héritage et influences » (p. 56-60) et « Héritage » (p. 61-62), cela reste trop maigre. De plus, là aussi on trouve une sévère erreur. Il nomme le peintre hollandais, futuriste urbain et ancien situationniste, Constant : « Constant Anton Domela Nieuwenhuys, [...], le fils du grand penseur anarchiste Ferdinand Domela Nieuwenhuys » (p. 21, 58). Erreur. Le surnom de Constant est « Nieuwenhuys »; celui de Ferdinand est « Domela Nieuwenhuis ». Il n'y a pas de relation familiale. Cependant, le prénom du fils cadet de Ferdinand Domela Nieuwenhuis est César (qui se laissait nommer aussi César Domela). Il était, comme Constant, peintre, connu en France, où il a vécu des décennies à Paris. Frémion a confondu les choses, il me semble.

Chez Frémion, il semble que Provo tombe du ciel. Peut-être a-t-il lu la première phrase du prologue du livre de Roel van Duyn intitulé *Het witte gevaar, Een vademekum voor provoos* (*Le danger blanc, Un vade-mecum pour provos*, Amsterdam 1967). Frémion connaît ce livre. Roel van Duyn, un des fondateurs et des « théoriciens » de Provo, ouvre le prologue avec la phrase : « J'admets : Provo est inéligible ». Après le prologue, on trouve un chapitre sur la situation sociopolitique pendant les quelques années qui précèdent l'année 1965.

Cependant, déjà dans le deuxième chapitre (de vingt pages) du livre de van Duyn, il aborde l'« anarchisme pré-provo en Hollande ». Dans ce chapitre, il met en lumière le fil dit fragile entre Provo et les jeunes anarchistes du mouvement « Moker » (Masse) avec leur revue *De Moker* (*La Masse*), pendant les années vingt. Ce mouvement prône l'antimilitarisme, le sabotage, le « prends et mange » de l'élite riche... Roel van Duyn signale les ressemblances et les contrastes entre *Moker* et *Provo*, et il indique que le fil se casse probablement par l'introduction des « Plans blancs » (voir chez Frémion, p. 123-146).

Ce que je veux exprimer, c'est que Roel van Duyn a pris explicitement conscience de cet héritage de l'anarchisme hollandais. Cela n'est pas si étrange. Pendant les années 1964-1965, il apprend (comme moi) l'anarchisme hollandais chez Willem de Lobel, un charpentier demeurant à Rotterdam, qui a continué seul la revue anarchiste *De Vrije* (*Le Libre*). Cette revue est la continuation d'une revue érigée par Ferdinand Domela Nieuwenhuis nommé *De Vrije Socialist* (*Le socialiste libre*) ; n'existant aujourd'hui seulement qu'en numérique (cf. le site devrije.nl).

Parce que Frémion néglige cet héritage, il cite Duco van Weerlee, un autre provo du « noyau », qui parle de « déclassés » (p. 42), et Roel van Duyn qui dit « qu'il ne croit plus à la révolution classique du mouvement ouvrier » (p. 58). Mais ils ne sont pas les précurseurs de ces idées. Toutes ces idées sur les déclassés et le refus du « Grand soir » sont empruntées aux idées formulées dans des brochures et articles du hollandais Piet Kooiman, pendant les années trente.

Même les idées sur le plaisir et le ludique, élaborées par Constant, et comme Frémion le

Yves Frémion, *Provo, Amsterdam 1965-1967*, Éditions Nautilus, Paris, 2009, 238 pages, 18 euros. Disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

décrit (p. 59), sont développées pendant les années trente... Constant lui-même est ouvert quant à sa source d'inspiration : le livre titré *Homo ludens* (*L'homme jouant*) (Haarlem, 1938), de l'un des grands historiens hollandais, J. Huizinga. Le sous-titre de ce livre exprime l'intention : *Preuve d'une détermination de l'élément du jeu dans la culture.*

Frémion a négligé cette partie du fondement de provo dans l'anarchisme hollandais. Il peut répliquer que cela n'était pas sa tâche, mais pourquoi alors lui-même parle-t-il d'héritage ?

Ce que je regrette aussi, c'est son manque de soin, surtout quand on prétend qu'on a revu et corrigé l'édition de 1982. En lisant, on peut penser que Constant est toujours actif, alors qu'il est décédé en 2005. Autre chose. Dans le chapitre « Les principaux provos », il me semble qu'il a ajouté comme provos toutes les personnes qui ont sympathisé avec Provo ou qui ont publié un article dans la revue *Provo*. Par exemple, il nomme les écrivains Harry Mulisch, Simon Vinkenoog (décédé en 2009), Jan Wolkers et l'anarchiste Rudolf de Jong comme des provos. Incorrect. Oui, les quatre sympathisaient avec Provo, mais ils n'en étaient pas. Sinon, ils l'auraient été avant la lettre et ils le seraient restés toujours...

De Jan Wolkers, Frémion ajoute qu'il est aujourd'hui très célèbre (p. 234), en oubliant de dire qu'il est décédé en 2007. De Rudolf de Jong, Frémion ajoute qu'il « dirige aujourd'hui un mensuel anarcho-syndicaliste » (p. 228). Faux. Chez Roel van Duyn, il avait pu lire que Rudolf de Jong et son père Albert de Jong rédigeaient la revue anarcho-syndicaliste *Buiten de perken* (*En dehors des bornes*), entre les années 1961-1964. Cette revue était la continuation du « service de presse anarcho-syndicaliste », également un projet des père et fils De Jong. Aujourd'hui, Rudolf de Jong est (comme moi) rédacteur de la revue trimestrielle hollandaise *De AS* (une revue anarcho-socialiste)...

Pour finir une remarque vraiment mineure quant à un jeu de mots : Frémion explique correctement que dans le mot « *happening* », on peut trouver le verbe hollandais « *happen* », mordre en français (p. 157). Cependant, on n'a pas écrit dans le texte « *happen* » mais « *hapen* », un mot inexistant en hollandais. Adieu le jeu de mots... Je sais, ce sera une faute de frappe. Mais pourquoi ne pas la corriger dans l'édition de 2009 ?

Provo, de provoquer, de provocation, une facette de la résistance nécessaire – encore – contre une société existante. « Hi ha happening, nous continuons la résistance », avons-nous scandé dans les rues, pendant les années de provo et après : Provo « *forever* », pour toujours ! Ainsi, la réédition du texte de Frémion est une bonne chose, mais on espère que l'édition suivante sera vraiment « revue et corrigée ».

T. H.

Anarchistes

Mode d'emploi

Joli exercice qu'a réussi Irène Pereira avec *Anarchistes* : une centaine de petites pages pour expliquer les bases de l'anarchisme à un public jeune, en termes simples et clairs, distinguant bien résumés historiques et positions personnelles. Quelques points de repère, une bibliographie et un répertoire de sites accessibles, des citations chocs en font un livre utile pour les « débutants ».

À la distinction traditionnelle entre individualistes, syndicalistes et communistes, l'auteure oppose la sienne, bâtie sur une logique différente : elle appelle communisme libertaire le courant fondé sur la lutte de classes (qui comprend donc le syndicalisme), anarcho-communisme la conception humaniste à la Kropotkine, individualisme l'anarchisme « mode de vie ». Toute systématisation est arbitraire ; celle-ci enfreint volontairement les notions historiquement admises : ni *Bible* ni maîtres !

Le communisme libertaire a les préférences d'Irène Pereira. Elle galope à travers l'histoire du mouvement, de Bakounine à Pierre Besnard en passant par les makhnovistes, les plateformistes et les collectivités espagnoles, pour finir curieusement par la Liaison des étudiants anarchistes (parisienne, ho, elle n'était pas qu'à Nanterre !) et Mai 68, et reconnaît pour finir que ce courant peine à prendre en compte d'autres formes de revendications, féministes ou écologistes par exemple.

La construction du courant « anarcho-communiste » étudie Kropotkine, la propagande par le fait, Reclus et débouche sur l'écologie et la nouvelle gauche nord-américaine. Cherchez l'intrus. Le chapitre sur l'individualisme est plus classique, on y trouve Tucker, Stirner et Armand, essentiellement. Pour clore la section historique, un chapitre présente les grandes lignes de l'éducation libertaire, de Proudhon à La Ruche de Sébastien Faure, puis saute jusqu'aux lycées autogérés.

Un saut aussi, et de taille, pour passer des théoriciens et épisodes historiques à aujourd'hui, avec l'altermondialisme et l'état des organisations en France, les pratiques et les penseurs actuels, quelques-uns américains, quelques-uns français.

Je me suis d'abord étonnée de ces raccourcis ; mais on n'a pas ici affaire à un traité, c'est une mise en bouche qui présente à la fois les bases théoriques classiques de l'anarchisme et ses formes actuelles, et qui n'hésite pas à le faire à la première personne. Voici, nous dit l'auteure, ce que je sais aujourd'hui de l'anarchisme, ce que je fais aujourd'hui comme anarchiste, ce vers quoi je tends. Les pistes d'action sont variées, la discussion reste ouverte.

Alors, pour entamer cette discussion, je regretterai l'absence de Malatesta, qui n'apparaît ni dans l'action directe, ni dans les débats sur le syndicalisme ou sur la plate-forme ; il est probablement difficile à caser dans les courants dessinés. Je regrette l'absence de figures féminines, que ce soit nos grands-mères Louise et Emma ou toutes les femmes qui ont marqué le courant dit individualiste, en particulier dans les « milieux libres » du début du XXe siècle. Je regrette le côté franco-français : les CNT, la FA, AL ne font-elles pas partie de coordinations internationales ? les solidarités internationales commencent-elles avec le soulèvement du Chiapas ?

Voilà du grain à moudre pour un deuxième volume, ou une réédition, si ce petit livre se vend comme des brioches, ce que je lui souhaite.

Marianne Enckell

Anarchistes (Montreuil, La Ville brûle, collection engagé-e-s, 2009, 143 p., 13 euros).

D'espoir et de raison

Écrits d'une insoumise

« Nous sommes les oiseaux de la tempête qui s'annonce. »
August Spies

Voltairine de Cleyre (1866-1912) est peu connue en France et pourtant Emma Goldman la tenait pour « la plus douée et la plus brillante femme anarchiste qu'aient produit les États-Unis ». Deux ouvrages en français nous la font découvrir. En premier lieu, s'inspirant de l'ouvrage de Paul Avrich, *An American Anarchist: The Life of Voltairine de Cleyre* (Princeton University Press, 1978), Normand Baillargeon et Chantal Santerre ont rassemblé seize essais et quatorze poèmes dans Voltairine de Cleyre, *D'espoir et de raison. Écrits d'une insoumise*. Cet ouvrage, paru fin 2008, couvre ainsi l'ensemble du parcours politique. Il est en outre agrémenté d'une présentation de la militante, d'une chronologie et d'une abondante bibliographie. En second lieu, un des essais est repris dans *De l'action directe*, présenté là encore par Normand Baillargeon (fin 2009). L'action directe apparaît ici dans son étonnante actualité au regard de divers événements récents tels les séquestrations de patron, les occupations d'usine, les grèves de 59 minutes, les blocages du système d'information informatisé, etc. : les mots de Voltairine nous rappellent l'inventivité des formes d'action directe.

Nous ne reprendrons pas ici les propos de Normand Baillargeon parus dans *le Monde libertaire* en mai et juin 2009, qui nous éclairent sur l'histoire de Voltairine et sur ses idées : nous conseillons de les relire en introduction aux deux ouvrages. Nous voudrions attirer ici l'attention sur les textes féministes et sur sa capacité d'expression poétique.

Parmi ses écrits, nous pouvons citer : « L'égalité politique de la femme » (1894) ; « Le mariage est une mauvaise action » (1907) ; « L'esclavage sexuel » (1895) ; « Les barrières de la liberté » (1891) ; « La question de la femme » (1913). Les titres de ces communications parlent d'eux-mêmes : le féminisme est en train de prendre consistance en cette fin du XIXe siècle et Voltairine développe au cours de conférences et dans des articles de journaux, comme *Mother Earth* ou *Herald of Revolt*, un certain nombre de thèmes qu'elle argumente avec ferveur.

Normand Baillargeau et Chantal Santerre adoptent la perspective d'un anarcha-féminisme chez Voltairine. Anarchiste et féministe tout à la fois, rejetant l'autorité et la domination, et montrant comment le sexisme et le patriarcat, au même titre que les rapports entre patrons et ouvriers, État et citoyens, sont inscrits au cœur même de ces relations hiérarchiques et autoritaires que la société entretient. À l'esclavage sexuel dans la vie privée, correspond l'esclavage salarial dans la sphère publique.

Voltairine exécrait le mariage : « L'esprit du mariage lui-même fabrique l'esclavage [...]. Je recommanderais fortement à toutes les femmes qui soupèsent les différents types d'unions qui sont actuellement possibles, de ne jamais vivre sous le même toit que l'homme qu'elles aiment et de devenir sa bonne. » Aussi préconisait-elle que « pour que la vie puisse croître, il faut que les hommes et les femmes restent des personnalités séparées. [...] Je crois que le mariage défraîchit l'amour, transforme le respect en mépris, souille l'intimité et limite l'évolution personnelle des deux partenaires ». Et c'est pourquoi elle pensait que le mariage était une mauvaise action. « Oui, maîtres ! La terre est une prison, le lit conjugal est une cellule, les femmes sont les prisonnières et vous êtes les gardiens ! » Et dans le mariage rôdent librement et à l'aise, l'adultère et le viol. « Oui, car c'est là un adultère lorsqu'une femme se soumet sexuellement à un homme sans le désirer, espérant le "garder vertueux", le "garder à la maison", se dit-elle. » « C'est un viol quand un homme s'impose sexuellement à une femme, qu'il ait l'autorisation de la loi sur le mariage ou non. »

Voltairine n'admet pas non plus que la question des femmes soit au second degré après les questions économiques : c'est une question politique de premier ordre car une question tant sociale qu'économique. « Qu'est-ce d'être une femme ? Être une propriété ! J'en conviens, vous êtes une propriété d'un genre un peu plus élevé que le reste des effets de l'homme ! » Aussi : « Jeunes filles ! Si quelqu'un d'entre vous envisage le mariage, rappelez-vous que c'est cela que veut dire le contrat. La vente du contrôle de votre personne en retour de "protection et de soutien" ».

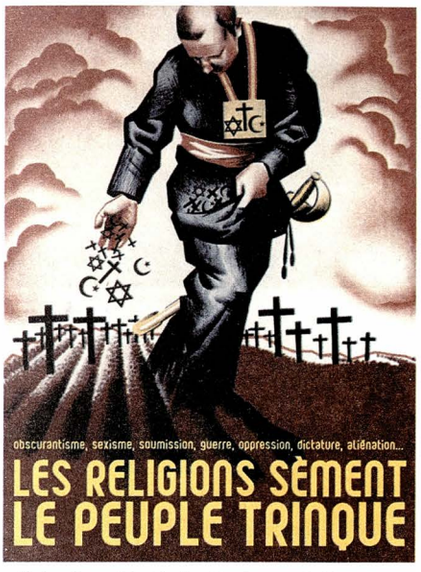
Quant à la domination de la mode et à sa manière insidieuse de s'imposer autant aux femmes pour l'adopter qu'aux hommes pour contempler, Voltairine pose la question suivante : « Que penseriez-vous de la bassesse d'un homme qui habillerait son cheval d'une jupe et le forcerait ensuite à marcher ou courir avec une telle chose nuisant au mouvement de ses membres ? [...] Et pourtant, messieurs, vous exigez que vos femmes, les créatures que vous dites respecter et aimer, portent les jupes les plus longues et les plus haut collets afin de cacher cet obscène corps humain. Il n'y a pas de Société pour la prévention de la cruauté envers les femmes. »

Une autre norme sociale répond à l'esclavage : « Les femmes qui se considèrent très pures et très morales vont grimacer en voyant les putains, mais elles continuent d'accueillir dans leur maison les hommes qui font de ces filles des victimes. Les hommes, à leur meilleur, vont avoir pitié des prostituées alors qu'ils sont eux-mêmes la pire espèce de prostituées. »

Dans les barrières de la liberté, Voltairine affirme haut et fort : « Aucun tyran n'a jamais renoncé à sa tyrannie à moins d'y être obligé. Mon espoir repose donc en la naissance d'une rébellion dans les rangs des femmes. » Des femmes dans le monde entier se sont ainsi rebellées et se rebellent encore.

Hélène
Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

Voltairine de Cleyre, *D'espoir et de raison*, écrits d'une insoumise, textes réunis et présentés par Normand Baillargeon et Chantal Santerre, éditions Lux, 2008.
Voltairine de Cleyre, *De l'action directe*, présenté par Normand Baillargeon, Le passager clandestin, 2009.



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format. pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Nouvelle liaison

Une nouvelle liaison s'est constituée sur Mulhouse et devient membre de la FA. Pour entrer en contact avec elle écrire aux Relations intérieures à la librairie du Monde libertaire qui transmettront.

Le courageux combat des sans-papiers vitriots

« Je refuse d'être esclave en 2010, je veux plus de ça ! »

Le 19 octobre 2009, les sans-papiers de Vitry-sur-Seine réunis en collectif en ont eu marre d'attendre une régularisation toujours à venir : ils ont occupé le centre des impôts. Évacués le soir même sur ordre du préfet, ils sont restés sur le trottoir. Les policiers sont finalement repartis ; eux n'ont pas bougé. Depuis, ils tiennent le trottoir jour et nuit, décidés à ne pas le quitter d'eux-mêmes sans avoir obtenu une régularisation pour tous, sans conditions.

Les conditions requises pour obtenir une régularisation sont très restrictives. Aussi, après plus de deux mois, subissant froid, pressions et autres difficultés, ils restent déterminés. Une délégation a été reçue à la préfecture et des dossiers de demandes de régularisations sont en préparation, avec l'aide des militants de leur comité de soutien ; mais ils savent qu'ils n'en ont pas encore fini : s'ils ont tenu jusqu'à maintenant, c'est pour qu'on ne leur dénie plus le droit de vivre ici.

Ils savent leur combat juste, et ils entendent le mener eux-mêmes. Ils ont choisi de se regrouper dans leur ville et de s'attaquer à l'État, qui encaisse leurs impôts et cotisations mais les fait pourchasser. Ils ont entraîné de nombreux habitants de Vitry à les soutenir. Ceux qui passent les voir, cinq minutes ou une nuit, les bras vides ou chargés, sont reçus avec chaleur et simplicité.

Ils dénoncent aussi les patrons qui profitent de leur situation, réclament la liberté de circuler, et se disent même pour l'abolition des frontières. Quelques-uns d'entre eux n'ont pas hésité à aller encourager et conseiller des sans-papiers marseillais à surmonter la crainte d'une arrestation et à s'organiser, à l'exemple des milliers de sans-papiers en grève.

« Fraternité, liberté, égalité » : ces mots que les républiques n'utilisent que comme un slogan et qui sont censés représenter les valeurs d'une répugnante « identité nationale », signifient bien autre chose pour eux : ils les ont écrits au-dessus de leurs tentes pour nous appeler toutes et tous à les rejoindre dans la lutte. Puissent-ils tenir jusque-là...

Nicolas
groupe libertaire d'Ivry

Piquet de grève du Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry :
81, rue Camille-Groult, 94400 Vitry-sur-Seine, 06 01 19 69 71, 06 29 82 52 96
soyouz.ua.free.fr

Radio libertaire

Jeudi 14 janvier

Jus de rue (08 h 30) La parole aux gens de la rue.

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaires de l'actualité avec le recul anarchiste.

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 h 00) L'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord (Otan) cause des assassinats de masse de civils désarmés.

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Émission gay et lesbienne.

Vendredi 15 janvier

L'écho des cabines (11 h 00) Émission sur les familles de détenus.

Les oreilles libres (14 h 30) Le trompettiste Aymeric Avice, à l'occasion de la sortie du nouvel album du trio de jazzcore expérimental Jean Louis.

Koumbi (16 h 00) Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Radio espéranto (17 h 30) Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

La grenouille noire (21 h 00) Émission écolo-libertaire.

Samedi 16 janvier

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) « In-Ouït ? », avec Jean-François Alcoléa.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Bulles noires (17 h 00) Littérature noire, BD et polar.

Contre-bandes (19 h 00) Cinéma.

Orpheas antissa (21 h 00) Musique classique et contemporaine.

Dimanche 17 janvier

Goloss trouda, la voix du travail (08 h 00) Émission franco-russe.

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des libres penseurs.

Des mots, une voix (15 h 30) En rediffusion, le philosophe Jean-Claude Michéa, pour un entretien qui a été édité dans le livre *La double pensée (Retour sur la question libérale)* sorti aux éditions Flammarion, dans la collection Champs essais.

Le Mélange (17 h 00) L'émission de toutes les musiques.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Légalisons le cannabis ! La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 18 janvier

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) Théâtre : Carole Thibaut, pour son spectacle "Fantaisies à confluences".

La santé dans tous ses états (18 h 00) Santé et politique avec des militantes et militants du groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme avec la revue Afrique XXI.

De la pente du Carmel, la vue est magnifique (22 h 30) On s'en branle ! Les OSB de la semaine, par la bande des Carmélites Pentus.

Mardi 19 janvier

Artracaille (11 h 00) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Anti-vidéosurveillance Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Idéaux et débats (18 h 00) Littérature.

Paroles d'associations (19 h 30) L'association d'organisation de spectacles « Les enjoliveurs » nous propose de découvrir deux chanteurs, Inès et Karim Albert Cook, ainsi que leurs albums respectifs.

Mercredi 20 janvier

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues Smokey Hogg, l'autre blues texan.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 h 00) Invité littéraire et chroniques ciné.

Femmes libres (18 h 30) Présentation du livre de Voltairine de Cleyre, *D'espoir et de raison*, écrits d'une insoumise. Textes réunis par Normand Baillargeon et Chantal Santerre aux Éditions Lux et *Voltairine de Cleyre, de l'action directe* présenté par Normand Baillargeon aux éditions Le passager clandestin, avec Eve Delmas des éditions Lux.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 14 janvier

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Finances : la débandade ? Premier cours : Offensive contre la spéculation. La politique est devenue dépendante de la sphère financière, abandonnée aux « experts » d'une économie mondialisée suivant le modèle néo-libéral. La décision politique échappe de plus en plus aux citoyens. Présentation du collectif LBO (www.collectif-lbo.org) et Bankster Paradise. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

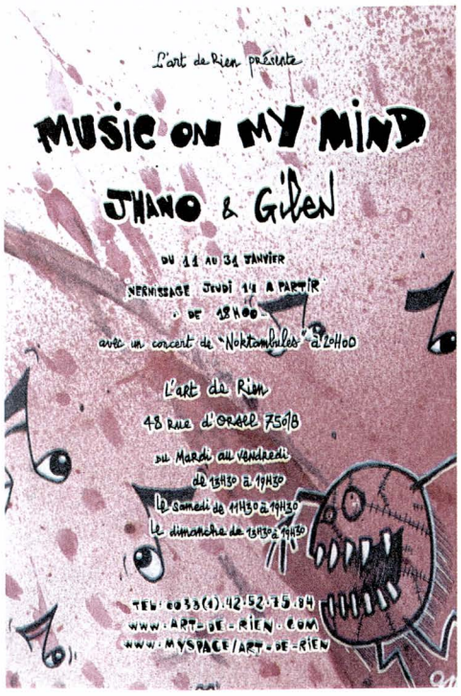
Paris XVIIe

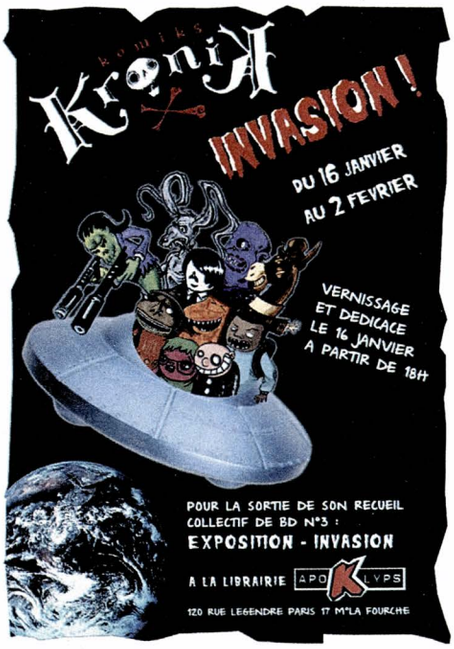
Reprise de l'adaptation écrite et mise en scène par Ivan Morane du roman de Georges Brassens *La Tour des Miracles* à l'Européen (place de Clichy) jusqu'au dimanche 17 janvier. Les réservations sont ouvertes au 01 43 87 97 13.

Vendredi 15 janvier

Orléans (45)

20 heures. Débat organisé par le groupe Gaston-Couté de la Fédération anarchiste sur le thème de l'économie libertaire. À l'Atelier, 203, rue de Bourgogne.





Samedi 16 janvier

Rochefort-en-Terre (56)

19 h. Au Café de la Pente, concert anarcho-punk avec quatre groupes de Bretagne (Haymarket, Jeune Seigneur, Wanted, Murder One) en soutien au groupe libertaire Lochu (Vannes FA 56), organisé par l'émission de radio Le point d'ébullition. Prix libre.

Rennes (35)

15 h 30. Place de la Mairie. Manifestation des chômeurs et précaires contre la répression policière. À l'appel entre autres de l'Union locale de Rennes de la Fédération anarchiste.

Paris XIe

16 h 30. La Librairie du Monde libertaire reçoit Svonimir Novak, auteur de *La Lutte des signes, 40 ans d'autocollants politiques*, 145, rue Amelot, métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Lundi 18 janvier

Rennes (35)

15 heures. Procès des quatres inculpés de la manifestation du 5 décembre. Rassemblement à la Cité Judiciaire, 7, rue Pierre Abélard.

Mardi 19 janvier

Metz (57)

20 heures. Débat avec la Fédération anarchiste : « Le syndicalisme chinois » précédé de la projection du film *China blue, ce que cache le made in China* de Micha Peled. Caveau du café Jehanne d'Arc, place Jeanne-d'Arc à Metz. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Immigrés et sans-papiers : exploitation et répression sociale. Troisième cours : Feu au centre de rétention. En décembre 2007, alors qu'un début de mutinerie éclate à l'intérieur du CRA de Vincennes, une quinzaine de militants appellent les cabines téléphoniques du centre pour recueillir leurs témoignages, jusqu'à l'incendie de juin 2008. Ces militants ont écrit collectivement l'ouvrage *Feu au centre de rétention. Janvier-Juin 2008. Des sans-papiers témoignent* (éd. Libertaria, 2008). Avec des militants du collectif auteur. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mercredi 20 janvier

Le Blanc-Mesnil

19 h 30. Réunion débat organisée par le groupe Albert Camus sur les transports gratuits et les mutuelles d'entraide. Salle Claude Terrasse, 2, rue Claude Terrasse.

Jeudi 21 janvier

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Pierre Kropotkine reçoit Michèle Lajoux pour son livre *Puisque la vie, c'est ça* (Le Cherche midi, 2009), évoquant sans tabou, sa jeunesse à Laon, capitale de l'Aisne. Table de presse. Apéro dinatoire. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque Sociale 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03 23 80 17 09.

SAMEDI 30 JANVIER

EN SOUTIEN AUX INCULPÉ-E-S
DE LA MANIFESTATION DES
CHÔMEURS/EUSES ET PRÉCAIRES
À RENNES
ET DE LA JOURNÉE ANTICARCÉRALE DE
POITIERS

SOUND SYSTEM ANTI-REPRESSION

À PARTIR DE 20H
À LA BASCULE* À RENNES

AVEC:

FUNKY PRIMATE

(RYTHM AND BLUES, NORTHERN SOUL, FUNK, MODERN SOUL)

DR DRACULA

(SKA, ROCKSTEADY, REGGAE)

PRIX LIBRE

*2 RUE DE LA BASCULE
(à l'angle du Bd de Verdun)

organisé par le groupe anarchiste La Digne Rage
et la CNT 35